

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1801

3 septembre 2010

### SOMMAIRE

<b>ACBN Holding S.A.</b> .....	<b>86447</b>	<b>International Business Consultants S.A.</b> .....	<b>86403</b>
<b>Agil S.A.</b> .....	<b>86406</b>	<b>Itach A.G.</b> .....	<b>86409</b>
<b>Allianz Global Investors Fund</b> .....	<b>86447</b>	<b>Leudelange Fund, SICAV-SIF</b> .....	<b>86404</b>
<b>Allianz PIMCO Euro Bond Real Return</b> ..	<b>86446</b>	<b>Manzoni International S.A.</b> .....	<b>86411</b>
<b>Allianz Stiftungsfonds Balanced</b> .....	<b>86447</b>	<b>Merrill Lynch Equity S.à r.l.</b> .....	<b>86420</b>
<b>Benares S.A.</b> .....	<b>86409</b>	<b>Newton Green Air Investments II S.à r.l.</b> .....	<b>86448</b>
<b>CAAM SIF</b> .....	<b>86420</b>	<b>Oberheim S.A.</b> .....	<b>86411</b>
<b>Caliopé International Investment S.A.</b> ...	<b>86409</b>	<b>Popso (Suisse) Investment Fund SICAV</b> .....	<b>86410</b>
<b>Camping Um Biérg S.A.</b> .....	<b>86447</b>	<b>Progescon International S.A.</b> .....	<b>86408</b>
<b>Crossroad FCP-FIS</b> .....	<b>86412</b>	<b>REL (First) Investment S.A.</b> .....	<b>86407</b>
<b>Desdan Holding S.A.</b> .....	<b>86402</b>	<b>REL Lux S.A.</b> .....	<b>86407</b>
<b>DFW-Immo S.A.</b> .....	<b>86447</b>	<b>Romulus Core</b> .....	<b>86420</b>
<b>Endicott S.A.</b> .....	<b>86448</b>	<b>Rylux S.A.-SPF</b> .....	<b>86402</b>
<b>Eurolux Real Estate S.A.</b> .....	<b>86448</b>	<b>Sirius Fund</b> .....	<b>86412</b>
<b>Fidev S.A.</b> .....	<b>86410</b>	<b>Sodefi S.A.</b> .....	<b>86411</b>
<b>FinAcc</b> .....	<b>86412</b>	<b>Sodevim</b> .....	<b>86408</b>
<b>FinAcc Fund</b> .....	<b>86421</b>	<b>Sopartag S.A.</b> .....	<b>86407</b>
<b>FRUYTIER GROUP Purchase, sales and services</b> .....	<b>86403</b>	<b>Swiss Rock (Lux) Dachfonds Sicav</b> .....	<b>86405</b>
<b>Gravey S.A.</b> .....	<b>86404</b>	<b>TOURINTER, Société pour la Promotion du Tourisme International S.A.</b> .....	<b>86405</b>
<b>Halesia S.A.</b> .....	<b>86406</b>	<b>UniGarant: Best of EurAsia (2010)</b> .....	<b>86446</b>
<b>Henderson European Retail Property Fund Management S.à r.l.</b> .....	<b>86448</b>	<b>Ventos S.A.</b> .....	<b>86402</b>
<b>Henderson Property Management Com- pany (Luxembourg) No. 1 S.à r.l.</b> .....	<b>86448</b>	<b>W Industries Finances S.A.</b> .....	<b>86408</b>
<b>Ikanos S.A.</b> .....	<b>86406</b>		

**Rylux S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 18.514.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des Actionnaires qui aura lieu exceptionnellement le vendredi 24 septembre 2010 à 10.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Annuelle ayant pour objet d'approuver les comptes annuels de l'exercice clôturé au 30 juin 2010.
2. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 30 juin 2010.
3. Approbation du bilan arrêté au 30 juin 2010 et du compte de profits et pertes y relatifs ; affectation du résultat.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 30 juin 2010.
5. Renouvellement des mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes.
6. Divers.

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur cinq jours francs au moins avant la date de réunion de l'Assemblée au siège social.

*Le conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010115476/34/23.

---

**Desdan Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 81.199.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 21 septembre 2010 à 09:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 2009 et 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010115477/696/17.

---

**Ventos S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1368 Luxembourg, 40, rue du Curé.

R.C.S. Luxembourg B 49.346.

Les actionnaires de Ventos S.A. sont invités à

**l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 22 septembre 2010 à 15 heures en l'Etude de Maître Joelle Baden, notaire à Luxembourg (L-1212), 17 rue des bains pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Refonte complète des statuts de Ventos S.A.
2. Divers

\* Les actionnaires propriétaires d'actions au porteur souhaitant assister à l'Assemblée générale devront déposer et faire bloquer leurs actions et sont invités à remettre les instructions à leur Banque au plus tard le 15 septembre 2010 à 14h.

\* Les actionnaires propriétaires d'actions nominatives recevront une convocation écrite et informeront Ventos S.A. de leur volonté de participer à l'Assemblée générale par écrit au plus tard le 17 septembre 2010 à 14h.

\* Les actionnaires empêchés d'assister à l'Assemblée générale ont la possibilité de se faire représenter par un mandataire au moyen d'une procuration dûment complétée et signée, à remettre à Ventos S.A. au plus tard le 17 septembre 2010 à 14h avec le certificat de blocage ou la carte d'admission.

Le formulaire de blocage des actions, la procuration et la résolution soumise au vote de l'Assemblée générale sont disponibles sur le site internet de Ventos S.A., [www.ventos.lu](http://www.ventos.lu), à la page " A propos de Ventos - Assemblées générales " et sur demande auprès de Ventos S.A. (tél.:+352.22.59.02-1).

*Le Président du Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010116060/1465/25.

---

**FRUYTIER GROUP Purchase, sales and services, Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 17, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 54.706.

---

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société FRUYTIER GROUP PURCHASE SALES AND SERVICES qui se tiendra le 20 septembre 2010 à 9 heures au siège social, Duerfstrooss 17 à 9647 Doncols, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Présentation du rapport du conseil d'administration sur les opérations de la société.
2. Lecture et approbation du rapport du réviseur d'entreprise portant sur l'exercice clos au 31.12.2009.
3. Approbation des comptes annuels au 31.12.2009.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à accorder aux administrateurs et au réviseur d'entreprise pour l'exercice écoulé.
6. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010117230/801163/18.

---

**I.B.C. (Luxembourg), International Business Consultants S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 51.863.

---

Mesdames/Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

de la Société qui se tiendra le 20 septembre 2010 par devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Augmenter le capital social de la Société par un montant de six cent cinquante mille euro (EUR 650.000,-) afin de le porter de son montant actuel de soixante quatorze mille trois cent soixante huit virgule zéro six euro (EUR 74.368,06.-) divisé en trois cent (300) actions avec une valeur de deux cent quarante sept virgule quatre vingt neuf euro (EUR 247,89.-) chacune à deux cent cinquante et un mille six cent neuf virgule quarante et un euro (EUR 251.609,41) en plus d'une prime d'émission d'un montant de quatre cent soixante douze mille sept cent cinquante huit virgule soixante cinq euro (EUR 472.758,65.-).
2. Constater le rapport de l'auditeur externe rédigé en conformité de l'article 26-1 de la Loi en ce qui concerne l'apport en nature d'une créance liquide et exigible envers la Société d'un montant de six cent cinquante mille euros à la Société (EUR 650.000).
3. Emettre 715 actions avec une valeur de deux cent quarante sept virgule quatre vingt neuf euro (EUR 247,89) chacune, en plus d'une prime d'émission de six cent soixante et un virgule vingt euro (EUR 661,20) par action.
4. Accepter la souscription par un nouvel actionnaire de sept cent quinze (715) actions ordinaires d'une valeur nominale de deux cent quarante sept virgule quatre vingt neuf euro (EUR 247,89) chacune et le paiement total de ces actions ainsi qu'une prime d'émission de six cent soixante et un virgule vingt euro (EUR 661,20) par action en

contrepartie de l'apport en nature par le nouvel actionnaire d'une créance liquide et exigible envers la Société d'un montant de six cent cinquante mille euro à la Société (EUR 650.000,-).

5. Augmenter le capital par incorporation de la prime d'émission sans émission d'actions nouvelles mais avec augmentation de la valeur nominale des actions.
6. Modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts de la Société afin d'acter les résolutions à adopter sous les points de l'agenda précédents.
7. Modifier l'article 8 des statuts en supprimant la dernière phrase.
8. Modifier l'article 10 des statuts en supprimant la dernière phrase.
9. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, Mesdames/Messieurs les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2010115480/1321/37.

**Gravey S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 20.899.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le mardi 28 septembre 2010 à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'objet social pour soumettre la société à la loi du 11 mai 2007 sur les sociétés de gestion de patrimoine familial ("SPF"),
2. Changement de la dénomination de la société en " GRAVEY S.A, SPF" et modification subséquente de l'article 1 des statuts de la société,
3. Adaptation afférente de l'article 4 des statuts de la société relatif à l'objet,
4. Ajout d'un alinéa à l'article 5  
" Les actions ne peuvent être détenues que par des investisseurs éligibles au sens de l'article 3 de la loi SPF ",
5. Refonte complète des statuts.

sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mardi 28 septembre 2010 à 12.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
2. Approbation des comptes annuels au 31 mars 2010 et affectation des résultats,
3. Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010118782/755/28.

**Leudelange Fund, SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1748 Luxembourg, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 150.537.

We hereby invite you to attend to the

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders of the Company to be held in the offices of HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA at 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, on 6 October 2010 at 10:00 a.m. to deliberate and vote on the following agenda:

*Agenda:*

1. Amendment of Article 2 "Geschäftssitz" of the company's articles of incorporation
2. Amendment of Article 7 "Form der Aktien", second paragraph of the company's articles of incorporation

3. Amendment of Article 11 "Übertragung von Aktien", third paragraph of the company's articles of incorporation
4. Miscellaneous

Each shareholder - individually or by proxy - will be able to participate in the extraordinary general meeting if his shares have been deposited up to Monday, 4 October 2010 at the latest at the registered office of the Company or at HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, Luxembourg and leaves them there until the end of the extraordinary annual general meeting. Each shareholder, who complies with the requirements, will be admitted to the annual general meeting.

Luxembourg, September 2010.  
Leudelange Fund SICAV-SIF  
Board of Directors

Référence de publication: 2010118783/755/23.

**Swiss Rock (Lux) Dachfonds Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'Activité Syrdall.  
R.C.S. Luxembourg B 137.055.

Im Einklang mit Artikel 22 der Satzung der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (Société d'Investissement à capital variable) Swiss Rock (Lux) Dachfonds ("Gesellschaft") findet die jährliche

**ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG**

der Aktionäre am 22. September 2010 um 12.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft, 1C, Parc d'activité Syrdall, L - 5365 Munsbach, Luxembourg, statt.

*Tagesordnung:*

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr vom 01. Juli 2009 bis zum 30. Juni 2010.
3. Verwendung des Jahresergebnisses.
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
5. Ernennung der Verwaltungsratsmitglieder bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2011.
6. Ernennung Abschlussprüfers bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2011.
7. Verschiedenes.

Die Zulassung zur Generalversammlung setzt voraus, dass die entsprechenden Inhaberaktien vorgelegt werden oder die Aktien bis spätestens zum 16. September 2010 bei einer Bank gesperrt werden. Eine Bestätigung der Bank über die Sperrung der Aktien genügt als Nachweis über die erfolgte Sperrung.

Munsbach, im September 2010.

*Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.*

Référence de publication: 2010118784/2501/25.

**TOURINTER, Société pour la Promotion du Tourisme International S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 10.894.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à :

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social de la société en date du 27 septembre 2010 à 14.00 heures extraordinairement avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Présentation et acceptation du rapport de gestion du Conseil d'Administration.
2. Présentation et acceptation des rapports du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés aux 30 juin 2007, 30 juin 2008 et 30 juin 2009.
4. Décision conformément à l'article 100 de la loi modifiée sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 sur la dissolution éventuelle de la société.
5. Affectation du résultat.
6. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
7. Divers.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.**

Référence de publication: 2010118789/802/20.

**Ikanos S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 18.199.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme IKANOS S.A. sont priés d'assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le jeudi, 23 septembre 2010 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince  
Henri.

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2009.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010118785/750/17.

---

**Halesia S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 120.806.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 21 septembre 2010 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2010.
4. Divers.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2010118787/1023/16.

---

**Agil S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 59.463.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui se tiendra le mardi 28 septembre 2010 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration,
- Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 mars 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Renouvellement du mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010118791/755/19.

---

**Sopartag S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 64.820.

---

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le *20 septembre 2010* à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2010.
4. Divers.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2010118788/1023/16.

---

**REL (First) Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 129.471.

---

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

tenue de manière extraordinaire qui se tiendra au no. 6, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, le *14 septembre 2010* à 15.00 heures et qui comporte l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des rapports de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes relatifs aux exercices clos aux 31.12.2007, 31.12.2008 et 31.12.2009.
2. Approbation des comptes annuels des exercices clos aux 31.12.2007, 31.12.2008 et 31.12.2009.
3. Affectation des résultats des exercices 2007, 2008 et 2009.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'accomplissement de leur mandat.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010105868/18.

---

**REL Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 129.472.

---

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

tenue de manière extraordinaire qui se tiendra au no. 6, avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg, le *14 septembre 2010* à 15.00 heures et qui comporte l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation des rapports de gestion du Conseil d'Administration et des rapports du Commissaire aux Comptes relatifs aux exercices clos aux 31.12.2007, 31.12.2008 et 31.12.2009.
2. Approbation des comptes annuels des exercices clos aux 31.12.2007, 31.12.2008 et 31.12.2009.
3. Affectation des résultats des exercices 2007, 2008 et 2009.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'accomplissement de leur mandat.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010105869/18.

---

**Sodevim, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 34.425.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le jeudi 23 septembre 2008 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 2010.
3. Affectation des résultats au 30 juin 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Décision sur la dissolution de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Démission de M. Gérard BIRCHEN de ses mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration et décharge.
7. Démission de M. Hugo FROMENT de son mandat d'administrateur et décharge.
8. Nomination de M. Massimo RASCHELLA, administrateur de sociétés, né à Differdange (Grand-Duché de Luxembourg), le 16 avril 1978, demeurant à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
9. Nomination de M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2014.
10. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010118790/29/27.

---

**W Industries Finances S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 83.294.

Messieurs les actionnaires sont convoqués à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le lundi 13 septembre 2010 à 14.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion et rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 30 juin 2010.
2. Approbation des bilan, compte de profits et pertes et affectation du résultat au 30 juin 2010.
3. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
4. Divers.

*Pour le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010108055/279/15.

---

**Progescon International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 107.958.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 13 septembre 2010 à 9.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 mars 2010;
2. approbation des comptes annuels au 31 mars 2010;
3. affectation des résultats au 31 mars 2010;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;



5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010112717/10/19.

---

**Itach A.G., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 67.775.

---

Die Aktionäre werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Gesellschaft eingeladen, die am 14. September 2010 um 10.30 Uhr, an der Adresse des Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet :

*Tagesordnung:*

1. Vorlage des Jahresabschlusses und der Berichte des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
2. Genehmigung des Jahresabschlusses sowie Ergebniszuzuweisung per 31. März 2010.
3. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
4. Verschiedenes.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2010114921/534/16.

---

**Caliop International Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.  
R.C.S. Luxembourg B 44.122.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 13 septembre 2010 à 15.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion et rapport du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos au 30 juin 2010.
2. Approbation des bilan, compte de profits et pertes et affectation du résultat au 30 juin 2010.
3. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010108056/279/15.

---

**Benares S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 22.666.

---

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 13 septembre 2010 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 mars 2010.
3. Affectation des résultats au 31 mars 2010.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Non-renouvellement des mandats d'administrateur et de président du conseil d'administration, venus à échéance, de M. Gérard BIRCHEN, et décharge.
6. Non-renouvellement du mandat d'administrateur, venu à échéance, de M. Hugo FROMENT, et décharge.
7. Nomination de M. Massimo RASCHELLA, administrateur de sociétés, né à Differdange (Luxembourg), le 16 avril 1978, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.

8. Nomination de M. Sébastien ANDRE, administrateur de sociétés, né à Metz (France), le 29 octobre 1974, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.
9. Reconduction de M. Jacques CLAEYS dans son mandat d'administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.
10. Reconduction de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l. dans son mandat de commissaire jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2016.
11. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010114919/29/29.

---

**Fidev S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 52.099.

---

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le jeudi 16 septembre 2010 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2010114440/755/18.

---

**Popso (Suisse) Investment Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 68.857.

---

Les actionnaires sont invités à assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le 13 septembre 2010 à 11.30 heures au siège social de la SICAV, 69, route d'Esch, L - 1470 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clôturé au 31 mars 2010
2. Approbation de l'état des actifs nets et de l'état des variations des actifs nets pour l'exercice clôturé au 31 mars 2010; affectation des résultats
3. Décharge à donner au Conseil d'Administration
4. Nominations statutaires
5. Divers

Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions nominatives doivent être inscrits dans le registre des actionnaires de la SICAV cinq jours ouvrables avant l'Assemblée et les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions cinq jours ouvrables au moins avant l'Assemblée aux guichets de Dexia Banque Internationale à Luxembourg S.A., 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg (agissant en tant qu'agent teneur de registre de la SICAV : RBC Dexia Investor Services Bank S.A.).

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas le quorum spécial et seront adoptées, si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2010115474/755/25.

---

**Sodefi S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 52.389.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra jeudi le 16 septembre 2010 à 11.00 heures au 23, Avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 30 juin 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010114443/755/18.

---

**Oberheim S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.  
R.C.S. Luxembourg B 47.928.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

de la société qui se tiendra le 14/09/2010 à 11.30 heures au siège avec pour

*Ordre du jour:*

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 30.06.2010;
- Affectation du résultat au 30.06.2010;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

*LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.*

Référence de publication: 2010114449/18.

---

**Manzoni International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 71.820.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 13 septembre 2010 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2008.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010114924/534/17.

---

**Sirius Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 51.451.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

de notre société, qui aura lieu le *13 septembre 2010* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels au 30 avril 2010 et de l'affectation des résultats
3. Tantièmes
4. Décharge à donner aux administrateurs
5. Décharge à donner aux dirigeants
6. Nominations statutaires
7. Divers

Les décisions concernant tous les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Elles seront prises à la simple majorité des actions présentes ou représentées à l'Assemblée. Chaque action donne droit à un vote. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur un jour ouvrable avant la date de l'Assemblée auprès de KBL European Private Bankers, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2010115468/755/23.

**Crossroad FCP-FIS, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Le règlement de gestion coordonné au 18 mai 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Le 9 juillet 2010.

Allegro S.à r.l.

Référence de publication: 2010091686/9.

(100101886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juillet 2010.

**FinAcc, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 154.504.

**STATUTES**

In the year two thousand and ten, on the twelfth day of July.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared

ConCap Connective Capital GmbH, having its registered office at Sonnemannstraße 9-11, D-60314 Frankfurt am Main, Germany, represented by Anne-Gaëlle Delabye, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 5 July, 2010.

The proxy given, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to draw up the articles of incorporation of a company which is hereby established as follows:

**Art. 1.** There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of shares hereafter issued a company (the "Company") in the form of a société à responsabilité limitée (private limited liability company), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of 10<sup>th</sup> August, 1915 concerning commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by these articles of incorporation (hereafter the "Articles").

**Art. 2.** The object of the Company is the rendering of advisory, management, accounting and administrative services, as the case may be in its capacity as general partner, to one or more Luxembourg companies registered as fonds d'in-

vestissement spécialisés ("SIFs"), incorporated under the provisions of the law of 13<sup>th</sup> February, 2007 relating to specialised investment funds, and in particular the fund named "FinAcc, S.C.A., SICAV-FIS, or any other SIFs which are initiated by an entity belonging to the ConCap Connective Capital Group.

The Company may in addition provide to any SIF secretarial, accounting and any other services authorised by applicable laws and regulations and may take any measures, as well as carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The Company is named "FinAcc".

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or in case of plurality of managers, the board of managers. If and to the extent permitted by law, the manager or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the managers determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

**Art. 6.** The capital is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) divided into one thousand two hundred fifty (1,250) shares of ten Euros (Eur 10) each.

**Art. 7.** The capital may be changed at any time by a decision of the general meeting of shareholders, in accordance with article 14 of the Articles.

**Art. 8.** Each share entitles to a fraction of the Company's assets and profits in direct proportion to the number of shares in existence.

**Art. 9.** Towards the Company, the shares are indivisible, only one owner being admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 10.** The Company's shares are freely transferable among shareholders.

The Company's share may not be transferred inter vivos to nonshareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders except with the approval of owners of shares representing three-quarters of the rights owned by the survivors.

In the case referred to in the foregoing paragraph, no consent shall be required where the shares are transferred either to heirs compulsorily entitled to a portion of the estate or to the surviving spouse or to other legal heirs.

Heirs or beneficiaries of last will provisions or contractual instruments affecting the estate who have not been approved and who have not found a transferee fulfilling the requisite conditions may cause the Company to be prematurely dissolved, three months after giving formal notice, served on the managers by process-server and notified to the shareholders by registered mail.

However, during the said period of three months, the shares of the deceased may be acquired either by the shareholders, subject to the requirements of the last sentence of Article 199 of the Law according to which the majority may in no case oblige any of the shareholders to increase his participation in the Company, or by a third party approved by them, or by the Company itself if it fulfils the conditions required for the acquisition by a Company of its own shares.

The repurchase price of the shares shall be calculated on the basis of the average balance sheet for the last three years and, if the Company has not been operating for three financial years, on the basis of the balance sheet of the last year or of the last two years.

If no profit has been distributed, or if no agreement is reached as to the application of the basis for repurchase referred to in the foregoing paragraph, the price shall, in the event of disagreement, be determined by the courts.

The exercise of the rights attached to the shares of the deceased shall be suspended until the transfer of such rights is valid vis-à-vis the Company.

Transfers of shares must be recorded by a notarial instrument or by a private document.

Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

**Art. 11.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

**Art. 12.** The Company is administered by at least one manager, who is designated by the shareholders. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The powers of each manager and the duration of his mandate are determined by the shareholders. Managers may be revoked at any time by decision of the shareholders.

The board of managers may choose from among its members a chairman. The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of managers, but in his absence, the shareholders or managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The manager or the board of managers from time to time may appoint officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the manager or the board of managers. Officers need not to be managers or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the manager or the board of managers.

Convening notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers, in writing or by e-mail or facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such notice, at least twenty-four hours in advance of the hour set forth for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telegram, e-mail or by facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such consent of each manager. Separate notice shall not be required for individual meetings held at time and place prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy in writing or by telegram, e-mail or facsimile transmission or such other electronic means capable of evidencing such appointment.

The quorum of the board shall be the presence or the representation of a majority of the managers holding office. Decisions will be taken by majority of the votes of the managers present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman, as the case may be pro tempore, shall have a casting vote.

The minutes of the board meetings are signed by the chairman of the meeting.

Duly convened board meetings may be held by telephone or by video conference link and will be subject to the quorum and majority conditions set forth hereabove. Resolutions taken will be validated by circulation of the minutes to and signature by the members of the board of managers which was duly convened and held. Such a decision can be stated in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable, facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the signature of the sole manager in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers.

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated, by the sole manager if there is only one manager, or by the board of managers or any two of the managers.

**Art. 13.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the managers or officers of the Company is interested in, or is a director, manager or associate, officer or employee of such other company or firm.

Any manager or officer of the Company who serves as a director, manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any manager or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the board of managers conflicting with that of the Company, such manager or officer shall make known to the board of managers the existence of such personal interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. The term "personal interest" as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving such other company or entity as may from time to time be determined by the board of managers in its discretion.

The manager or the managers (as the case may be) do not assume, by reason of his/their position, any personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

The Company shall indemnify any manager or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at its request, of any other company of which the

Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

**Art. 14.** Each shareholder may take part in collective decisions or general meetings of shareholders irrespective of the number of shares held by him. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions of shareholders or resolutions of shareholders' meetings are validly taken only insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the shares, unless otherwise provided for by law or these Articles.

Resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the shares, subject further to the provisions of the Law.

In case and as long as the Company has more than 25 shareholders, an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, in or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the 21 of the month of June at 10:30. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the board of managers, exceptional circumstances so require.

**Art. 15.** The financial year starts on 1<sup>st</sup> January of each year and ends on 31<sup>st</sup> December of the same year.

**Art. 16.** At the end of each financial year, the accounts of the Company are established by the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers.

Each shareholder may inspect such accounts at the registered office.

**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and other expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the shares capital.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

**Art. 18.** Interim dividends may be distributed in accordance with and in the form and under the conditions set forth by the Law.

**Art. 19.** At the time of winding up the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 20.** If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the Law; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the Law are applicable.

**Art. 21.** Reference is made to provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitory provision*

The first financial year shall begin on the day of the incorporation and shall end on 31<sup>st</sup> December 2010.

#### *Subscription and Payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid up the following shares:

Shareholders	Subscribed Capital	Number of Shares
ConCap Connective Capital GmbH . . . . .	Eur 12,500	1,250
TOTAL . . . . .	Eur 12,500	1,250

Proof of the payment has been given to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The following persons are appointed managers of the Company for an unlimited duration:

- Mrs Edda Schroeder, having his address at Sonnemannstraße 9-11, D-60314 Frankfurt am Main, Germany;
- Professor Dr. Udo Steffens, having his address at Sonnemannstraße 9-11, D-60314 Frankfurt am Main, Germany; and

- Dr. Stefan Tilch, having his address at Sonnemannstraße 911, D-60314 Frankfurt am Main, Germany;

2. The registered office of the Company is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

### **Folgt die deutsche Fassung vorhergehenden Textes**

Im Jahre zweitausendundzehn, am zwölften Tag des Monats Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

ConCap Connective Capital GmbH, mit eingetragenem Sitz in Sonnemannstraße 9-11, D-60314 Frankfurt am Main, Deutschland, vertreten durch Anne-Gaëlle Delabye, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 5 Juli 2010.

Die von der erschienenen Partei und vom unterzeichneten Notar unterschriebenen Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument, das bei dem zuständigen Registeramt hinterlegt wird.

Die erschienene Partei, in ihrer angegebenen Eigenschaft, hat den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, wie folgt festzuhalten.

**Art. 1.** Hiermit wird vom Zeichner und all denjenigen, die Inhaber der nachstehend ausgegebenen Anteile werden sollten, eine Gesellschaft in Form einer société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) gegründet (die "Gesellschaft"), welche den auf einer solchen juristischen Person anwendbaren Gesetzen unterliegt, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner abgeänderten Fassung (nachstehend das "Gesetz"), und der vorliegenden Satzung (nachstehend die "Satzung") unterliegt.

**Art. 2.** Der Zweck der Gesellschaft ist die Erbringung von Anlageberatungs-, Anlageverwaltungstätigkeiten sowie Buchführungs- und administrative Dienstleistungen, gegebenenfalls in seiner Kapazität als Komplementär, zugunsten von einem oder mehreren Luxemburger Gesellschaften, welche als fonds d'investissement spécialisés eingetragen sind ("SIFs"), und gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Anlagefonds gegründet sind, und insbesondere zugunsten des "FinAcc, S.C.A." benannten Fonds, sowie jedwede andere SIFs, welche von einer Gesellschaft der ConCap Connective Gruppe initiiert worden sind oder zugehörig sind.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft jedwedem SIF, Sekretariats-, Buchführungs- sowie andere Dienstleistungen die nach den anwendbaren Gesetze und Verordnungen gestattet sind, leisten und kann alle Maßnahmen ergreifen, sowie jede Transaktion ausführen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet.

**Art. 3.** Die Gesellschaft auf unbestimmte Dauer gegründet.

**Art. 4.** Die Bezeichnung der Gesellschaft lautet "FinAcc".

**Art. 5.** Der eingetragene Sitz der Gesellschaft wird in Luxemburg-Stadt errichtet, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb derselben Gemeinde aufgrund eines einfachen Beschlusses des Geschäftsführers, oder im Falle von mehreren Geschäftsführern vom Vorstand, verlegt werden.

Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Geschäftsführer oder im Falle von mehreren Geschäftsführern, der Vorstand, beschließen, den Gesellschaftssitz an jeglichen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Zweigstellen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

Sollten nach Ansicht der Geschäftsführer außergewöhnliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Ereignisse eintreten oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen aus dem Ausland beeinträchtigen, so kann der eingetragene Sitz vorübergehend bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahmen haben jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

**Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), und ist in eintausendzweihundertfünfzig (1.250) Anteile aufgeteilt von jeweils zehn Euro (EUR 10).

**Art. 7.** Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, in Übereinstimmung mit Artikel 14 der vorliegenden Satzung geändert werden.

**Art. 8.** Jeder Anteil berechtigt zu einem Bruchteil der Vermögenswerte und Erträge der Gesellschaft im direkten Verhältnis zu den existierenden Anteilen.

**Art. 9.** Gegenüber der Gesellschaft sind die Anteile nicht teilbar, es wird nur ein Inhaber pro Anteil anerkannt. Miteigentümer müssen eine einzige Person ernennen, die sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.



**Art. 10.** Anteile der Gesellschaft sind unter Gesellschaftern uneingeschränkt übertragbar.

Anteile der Gesellschaft dürfen nicht inter vivos an Nicht-Gesellschafter übertragen werden, soweit nicht von den Gesellschaftern welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten in einer Gesellschafterversammlung zugestimmt.

Im Todesfall können Anteile nicht an Nicht-Gesellschafter übertragen werden ohne Zustimmung der Anteilinhaber, welche drei Viertel der den Überlebenden zustehenden Rechte vertreten.

Für den in dem vorangehenden Absatz beschriebenen Fall ist eine derartige Zustimmung nicht erforderlich, wenn die Anteile entweder an Erben, welche an einem Teil der Erbmasse berechtigt sind, oder an den hinterbliebenen Ehepartner oder an andere gesetzliche Erben übertragen werden.

Testamentarisch benannte Erben oder Begünstigte oder vertraglich festgelegte Begünstigte welche die Erbmasse beeinflussen, und die nicht bewilligt worden sind und welche keinen Erwerber, der die erforderlichen Bedingungen erfüllt, gefunden haben, können die vorzeitige Auflösung der Gesellschaft veranlassen, drei Monate nach formeller Benachrichtigung, welche an dem Geschäftsführer per Gerichtsvollzieher zugeteilt wird und den Gesellschaftern per Einschreibebrief zugesandt wird.

Jedoch, während der vorgenannten Periode von drei Monaten, können die Anteile des Verstorbenen entweder von Gesellschaftern erworben werden, gemäß den Anforderungen des letzten Absatzes des Artikels 199 des Gesetzes demzufolge die Mehrheit auf keinen Fall einen der Gesellschafter dazu verpflichten kann seine Beteiligung zu erhöhen, oder eine von ihnen genehmigten Drittpersonen, oder von der Gesellschaft selbst, falls diese die Bedingungen erfüllt, die eine Gesellschaft erfüllen muss um seine eigene Anteile zu erwerben.

Der Rückkaufspreis der Anteile wird auf Basis des Durchschnittswertes der Bilanz der letzten drei Jahre bestimmt und, falls die Gesellschaft während drei Bilanzjahre nicht in Betrieb war, auf Basis der Bilanz des letzten Jahres oder der letzten zwei Jahre.

Falls kein Ertrag ausgeschüttet wurde, oder falls keine Vereinbarung zur Anwendung der Basis für die im vorherigen Absatz beschriebenen Rückkäufe erreicht wurde, so wird der Preis, im Falle einer Unstimmigkeit, gerichtlich bestimmt.

Die Ausübung der Rechte, die im Zusammenhang mit den Anteilen des Verstorbenen stehen werden ausgesetzt bis die Übergabe solcher Rechte gegenüber der Gesellschaft gültig ist.

Die Übertragung von Anteilen muss notariell oder privatschriftlich aufgezeichnet werden.

Übertragungen werden der Gesellschaft oder Dritten gegenüber nur wirksam wenn diese Übertragungen der Gesellschaft mitgeteilt worden sind oder von ihr gemäß Artikel 1690 des Luxemburger Zivilgesetzbuches ("Code Civil") eingewilligt worden sind.

**Art. 11.** Die Gesellschaft wird nicht durch den Tod, die Insolvenz oder den Bankrott des Alleingeschafters oder eines Gesellschafters aufgelöst.

**Art. 12.** Die Gesellschaft wird von mindestens einem Geschäftsführer verwaltet, welcher von den Gesellschaftern ernannt wird. Falls mehrere Geschäftsführer bestellt wurden, bilden sie einen Vorstand. Die Befugnisse jedes Geschäftsführers sowie die Dauer seines Mandats werden von den Gesellschaftern bestimmt. Die Geschäftsführer können jederzeit durch einen Beschluss der Gesellschafter abberufen werden.

Der Vorstand kann unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden wählen. Der Vorstand wird durch den Vorsitzenden, oder von zwei Geschäftsführern, an jenem in der Einberufungsmittelung angegebenen Ort einberufen.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz auf allen Versammlungen der Gesellschafter und der Vorstandsmitglieder, doch in seiner Abwesenheit können die Gesellschafter beziehungsweise die Geschäftsführer durch einen Mehrheitsbeschluss der bei solch einer Versammlung Anwesenden, einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Der Geschäftsführer oder die Versammlung der Vorstandsmitglieder kann/können von Zeit zu Zeit leitende Angestellte ernennen, die für den Betrieb und die Leitung der Gesellschaft notwendig sind. Jede solche Ernennung kann jederzeit durch den Geschäftsführer oder durch den Vorstand widerrufen werden. Leitende Angestellte müssen keine Geschäftsführer oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten leitenden Angestellten haben, wenn nichts anderweitig in dieser Satzung bestimmt, die Befugnisse und Pflichten, die ihnen durch den Geschäftsführer oder durch den Vorstand übertragen werden.

Einberufungsmittelungen zu jeder Versammlung der Vorstandsmitglieder müssen jedem Geschäftsführer, schriftlich, per Email oder Telefax oder durch andere Telekommunikationsmitteln welche den Beweis für solch eine Mitteilung erbringen, spätestens vierundzwanzig Stunden vor der für eine Versammlung angesetzten Uhrzeit benachrichtigt, außer bei Notfällen, wobei die einen Notfall begründenden Umstände in der Einberufungsmittelung der Versammlung darzulegen sind. Auf diese Mitteilung kann verzichtet werden, sofern jeder Geschäftsführer sein Einverständnis schriftlich gibt, per Telegramm, Email oder Telefax oder durch andere Telekommunikationsmittel welche den Beweis für solch eine Zustimmung jenes Geschäftsführers erbringen. Separate Mitteilungen für einzelne Versammlungen sind nicht notwendig, wenn der Zeitpunkt und Ort der Versammlung in einem zuvor vom Vorstand beschlossenen Versammlungsplan festgelegt sind.

Jeder Geschäftsführer kann auf einer Versammlung der Vorstandsmitglieder handeln, indem er einen anderen Geschäftsführer zu seinem Vertreter schriftlich, per Telegramm, Email oder Telefax oder durch andere Telekommunikationsmitteln welche den Beweis für solch eine Ernennung erbringen, bestellt.

Das Quorum des Vorstands besteht wenn die Mehrheit der amführenden Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse werden mit der Mehrheit der auf solch einer Versammlung von den anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer abgegebenen Stimmen gefasst. Falls bei einer Versammlung die Zahl der abgegebenen Stimmen für oder gegen eine Bestimmung gleich ist, ist die Stimme des Vorsitzenden, gegebenenfalls pro tempore, ausschlaggebend.

Die Protokolle der Versammlungen des Vorstands werden vom Vorsitzenden unterzeichnet.

Ordnungsgemäß einberufene Versammlungen der Vorstandsmitglieder können per Telefon oder Videokonferenz gehalten werden und unterliegen den obigen Quorums- und Mehrheitsregeln. Gefaßte Beschlüsse werden durch das Zirkulieren der Protokolle an und durch die Unterzeichnung von den Mitgliedern einer ordnungsgemäß einberufenen und gehaltenen Versammlung validiert. Solch ein Beschluss kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren separaten Dokumenten mit identischen Inhalt festgehalten werden, welche jeder von einem oder mehreren Geschäftsführer unterzeichnet ist.

Der Vorstand kann auch einstimmig Beschlüsse fassen durch ein oder mehrere gleichartige Dokumente im Wege eines Rundschreibens, wenn die Zustimmung schriftlich, per Kabel oder Telefax, Email oder mittels anderer ähnlicher Kommunikationsmittel ausgedrückt wird. Die Gesamtheit solcher Dokumente werden ordnungsgemäß durchgeführte Runddokumente bilden, die den Beschluss nachweisen. Die Beschlüsse der Geschäftsführer, einschließlich der Rundschreiben, können entscheidend bescheinigt sein oder ein Auszug davon kann ausgestellt werden unter der individuellen Unterschrift eines Geschäftsführers.

Die Gesellschaft wird, im Falle eines einzelnen Geschäftsführers, durch die Unterschrift dieses Geschäftsführers gebunden sein, und im Falle eines Vorstandes, durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern.

Die Gesellschaft wird auf jeden Fall durch die alleinige Unterschrift einer Person oder der Personen an welche solche Unterzeichnungsbefugnisse zugeteilt wurden gebunden sein, im Falle eines einzelnen Geschäftsführers, durch die Unterschrift dieses Geschäftsführers gebunden sein, oder durch den Vorstand oder durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern.

**Art. 13.** Ein Vertrag oder ein anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firmen wird nicht aufgrund der Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, dass einer oder mehrere Geschäftsführer oder ein oder mehrere leitende Angestellter der Gesellschaft ein Interesse in dieser anderen Gesellschaft oder Firma hat bzw. haben oder dass dieser/diese Verwaltungsratsmitglied(er), Geschäftsführer oder Gesellschafter, leitende(r) Angestellte(r) oder Arbeitnehmer solch einer anderen Gesellschaft oder solch eines anderen Unternehmens ist bzw. sind.

Jeder Geschäftsführer oder leitende Angestellter der Gesellschaft der als Mitglied des Verwaltungsrates, Geschäftsführer, leitender Angestellter oder Arbeitnehmer bei einer Gesellschaft oder Firma tätig ist bzw. sind, mit der die Gesellschaft beabsichtigt, einen Vertrag abzuschließen oder anderweitige geschäftliche Beziehungen aufzunehmen, ist auf Grund seiner Verbundenheit mit dieser anderen Gesellschaft bzw. Firma nicht daran gehindert, an Beratungen, Abstimmungen oder Handlungen in Bezug auf Angelegenheiten teilzunehmen, welche sich im Hinblick auf den betreffenden Vertrag oder die sonstigen geschäftlichen Angelegenheiten ergeben.

Für den Fall, dass ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einer Transaktion hat welche zwecks Zustimmung dem Vorstand vorgelegt wurde und dem Interesse der Gesellschaft widerspricht, so ist solch ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter verpflichtet, dem Vorstand über solch ein persönliches Interesse zu informieren und ist von der Beratung und Abstimmung über diese Transaktion auszuschließen, und eine solche Transaktion ist den Gesellschafter bei der nächsten Versammlung der Gesellschafter mitzuteilen. Der Begriff "persönliches Interesse", wie im vorstehenden Satz aufgeführt, gilt nicht für die Beziehung zu oder das Interesse in irgendeiner Angelegenheit, Position oder einer Transaktion, in welche eine andere Gesellschaft oder Firma beteiligt ist, wie sie der Vorstand nach Belieben von Zeit zu Zeit festlegen kann.

Der Geschäftsführer oder die Geschäftsführer (gegebenenfalls) übernimmt/übernehmen, auf Grund seiner/ihrer Position, keine persönliche Haftung betreffend jener von ihm/ihnen ordnungsgemäßer im Namen der Gesellschaft beschlossener Verpflichtung.

Die Gesellschaft kann jeden Geschäftsführer oder leitenden Angestellten der Gesellschaft, sowie deren Erben, Testamentsvollstrecker und Nachlassverwalter von angemessenen Aufwendungen freistellen, die ihnen in Verbindung mit Klagen, Rechtsstreitigkeiten oder Gerichtsverfahren entstehen, an denen er auf Grund seiner gegenwärtigen oder vormaligen Eigenschaft als Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft beteiligt ist; dies gilt gleichermaßen für Aufwendungen dieser Art, die auf Grund dieser Eigenschaft bei einem anderen Unternehmen entstehen, an dem die Gesellschaft beteiligt oder dessen Gläubigerin sie ist und bei dem die betreffende Person auf Verlangen der Gesellschaft als Geschäftsführer oder Vertreter tätig sind, sofern gegen dieses Unternehmen kein Anspruch auf Freistellung von diesen Aufwendungen besteht, außer bei Angelegenheiten, in denen im Rahmen der Klage, der Rechtsstreitigkeit oder des gerichtlichen Verfahrens rechtskräftig eine Haftung der betreffende Person auf Grund grober Fahrlässigkeit oder groben Fehlverhaltens festgestellt wird; im Falle eines außergerichtlichen Vergleichs wird eine Entschädigung nur in Verbindung mit denjenigen in diesem Vergleich abgedeckten Angelegenheiten gezahlt, bei denen nach Auskunft des Rechtsberaters

der Gesellschaft der zu entschädigenden Person keine solche Pflichtverletzung vorzuwerfen ist. Das vorstehende Recht auf Freistellung besteht unbeschadet weiterer Rechte dieser Personen.

**Art. 14.** Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen oder an Hauptversammlungen der Gesellschafter teilnehmen unabhängig der von ihm gehaltenen Anzahl von Anteilen. Jeder Gesellschafter hat eine Anzahl an Stimmrechten, die der Anzahl an Anteilen die er besitzt entspricht. Kollektive Entscheidungen der Gesellschafter oder Bestimmungen von Gesellschafterversammlungen werden nur gültig gefasst, wenn sie von Gesellschaftern welchen mehr als die Hälfte der Anteile gehören, verabschiedet werden, es sei denn es wäre im Gesetz oder in der vorliegenden Satzung anderswertig vorgesehen.

Beschlüsse zwecks Abänderung dieser Satzung können von der Mehrheit der Gesellschafter gefasst werden, welchen mindestens drei Viertel der Anteile gehören, gemäß den Bestimmungen des Gesetzes.

Im Falle und solange die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter zählt, wird eine jährliche Hauptversammlung der Gesellschafter, in Luxemburg, gemäß dem Luxemburger Gesetzes, in oder an jenem anderen in der Einladung zur Versammlung bezeichneten Ort in Luxemburg, am 21. des Monats Juni um 10:30 gehalten. Sollte es sich bei diesem Tag nicht um einen Bankarbeitstag in Luxemburg handeln, findet die Jahreshauptversammlung an dem darauffolgenden Bankarbeitstag statt. Die Jahreshauptversammlung kann ebenfalls im Ausland abgehalten werden, falls dies nach absoluter und endgültiger Beurteilung des Vorstands aufgrund außergewöhnlicher Umstände erforderlich sein sollte.

**Art. 15.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember des gleichen Jahres.

**Art. 16.** Jedes Jahr zu Ende des Geschäftsjahres wird die Jahresrechnung vom Geschäftsführer, oder im Falle von mehreren Geschäftsführern, vom Vorstand, vorbereitet.

Der Finanzbericht steht den Gesellschaftern am Gesellschaftssitz zur Verfügung.

**Art. 17.** Der im Finanzbericht vermerkte Bruttoertrag der Gesellschaft, nach Abzug allgemeiner Kosten, Abschreibungen und anderen Kosten, stellt den Nettogewinn dar. Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage zuzuführen solange eine solche Rücklage zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals beträgt.

Der Saldo des Nettogewinns kann an die Gesellschaft im Verhältnis zu deren Aktienbeteiligung ausgeschüttet werden.

**Art. 18.** Zwischendividenden können im Einklang, in der Form und zu den Bedingungen, die gesetzlich vorgeschrieben sind ausgeschüttet werden.

**Art. 19.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, die Gesellschafter sein können oder nicht, und von der Gesellschafterversammlung, die deren Befugnisse und Vergütung festlegt, benannt werden.

**Art. 20.** Falls, und solange als ein Gesellschafter alle Anteile der Gesellschaft besitzt, existiert die Gesellschaft als Einzelteilnehmergesellschaft, gemäß Artikel 179 (2) des Gesetzes; in diesem Falle sind unter anderem Artikel 200-1 und 200-2 des Gesetzes anwendbar.

**Art. 21.** Alle nicht durch die vorliegende Satzung geregelten Angelegenheiten unterliegen dem anwendbaren Recht.

#### *Vorübergehende Bestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 2010.

#### *Kapitalzeichnung und Einzahlung*

Da solchermaßen die Satzung der Gesellschaft durch den Erschienenen aufgestellt worden ist, hat der Erschienene die folgenden Anteile wie folgt gezeichnet und gänzlich gezahlt:

Anteilinhaber	Gezeichnetes Kapital	Anzahl von Anteile
ConCap Connective Capital GmbH . . . . .	Eur 12.500	1.250
TOTAL . . . . .	Eur 12.500	1.250

Diese Zahlung wurde dem unterzeichneten Notar nachgewiesen.

#### *Kosten*

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten jedweder Form, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf EUR 1.200,- geschätzt und von der Gesellschaft getragen.

#### *Generalversammlung der Gesellschafter*

Der alleinige Gesellschafter hat unverzüglich die folgenden Entschlüsse getroffen:

1. Die folgenden Personen werden auf unbestimmte Dauer als Geschäftsführer der Gesellschaft bestellt:

-Frau Edda Schroeder, wohnhaft in Sonnemannstraße 9-11, D-60314 Frankfurt am Main, Deutschland;

- Professor Dr. Udo Steffens, wohnhaft in Sonnemannstraße 9-11, D60314 Frankfurt am Main, Deutschland; und
  - Dr. Stefan Tilch, wohnhaft in Sonnemannstraße 9-11, D-60314 Frankfurt am Main, Deutschland;
2. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet sich in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Der amtierende Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen der Erschienenen, diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer Übersetzung in deutscher Sprache und im Falle von Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Fassung maßgebend ist.

WORÜBER URKUNDE, Geschehen und aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Verlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, ist die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterschrieben worden.

Gezeichnet: A.G. DELABYE – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 juillet 2010. Relation: LAC/2010/31850. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, der Gesellschaft auf Begehren erteilt.

Luxemburg, den siebenundzwanzigsten Juli zweitausendzehn.

Référence de publication: 2010101617/426.

(100114854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 juillet 2010.

---

#### **Romulus Core, Fonds Commun de Placement.**

Das Verwaltungsreglement betreffend den Fonds Romulus Core, Welcher von der Universal-Investment-Luxembourg S.A. verwaltet wird, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 9. August 2010.

*Für die Gesellschaft*

Unterschrift

Référence de publication: 2010108789/11.

(100122509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 août 2010.

---

#### **Merrill Lynch Equity S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 70.315.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 124.670.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Merrill Lynch Equity S.à r.l.*

Signature

Référence de publication: 2010116574/12.

(100132694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 août 2010.

---

#### **CAAM SIF, Fonds Commun de Placement.**

Le règlement de gestion modifié de CAAM SIF a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Amundi Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2010117625/8.

(100132960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2010.

---

**FinAcc Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 154.533.

—  
STATUTES

In the year two thousand and ten, on the twelfth day of July.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) FinAcc, incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg represented by Anne-Gaëlle Delabye, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 5 July 2010.

2) Frankfurt School of Finance and Management GmbH, having its registered office at Sonnemannstr. 9-11, D-60314 Frankfurt am Main, Germany, represented by Anne-Gaëlle Delabye, lawyer, residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 5 July 2010.

The proxies signed "ne varietur" by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a company which they form between themselves.

**Title I. Denomination, Registered office, Duration, Object**

**Art. 1.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under the name of "FinAcc Fund" (the "Company").

**Art. 2.** The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner. If and to the extent permitted by law, the General Partner of the Company may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg company.

**Art. 3.** The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles"), but only with the consent of the General Partner.

The Company shall not be dissolved in case the General Partner resigns, is liquidated, is declared bankrupt or is unable to continue its business. In such circumstances Article 14 shall apply.

**Art. 4.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets, including shares or units in other undertakings for collective investment, with the purpose of spreading investment risks and affording its investors the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds (the "Law of 2007") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007.

**Title II. Share capital - Shares - Notes**

**Art. 5.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the net assets of the Company as defined in Article 25 hereof.

The capital of the Company shall be represented by two categories of shares, namely management shares held by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire commandité) ("Management Shares") and ordinary shares held by the limited shareholders (actionnaires commanditaires) ("Ordinary Shares") of the Company.

Each Ordinary Share and Management Share shall be referred to as a "share" and collectively as the "shares", whenever the reference to a specific category of shares is not justified.

The initial subscribed capital is thirty-one thousand Euro (EUR 31,000) divided into one (1) Management Share and thirty (30) Ordinary Shares, each of said shares being fully-paid up.

In addition, the General Partner may issue debt instruments such as notes (together with the shares herein referred as the "securities").

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

The General Partner may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71 of the Law of 2007, (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The securities to be issued in a Sub-Fund may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the General Partner.

For the purposes of these Articles, any reference hereinafter to "Class of shares" or "Class of notes" shall also mean a reference to "Category of shares" or "Tranche of notes", unless the context otherwise requires. Any reference to an "investor" shall mean a "shareholder" or a "noteholder".

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the investors of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.

The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of securities of any Class within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 13 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the General Partner shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of shares shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

The general meeting of holders of shares of a Sub-Fund or Class, deciding with simple majority, or the General Partner may consolidate or split the shares of such Sub-Fund or Class.

**Art. 6.** The General Partner is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and disclosed in the sales documents (comprising, but not limited to, the prospectus of the Company), without reserving to existing shareholders preferential or pre-emptive rights to subscription of the shares to be issued. Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the sales documents, the issue price shall be equal to the Net Asset Value for the relevant Class of shares of the relevant Sub-Fund as determined in accordance with the provisions of Article 25 hereof plus a subscription fee, if any, as the sales documents may provide.

Securities issued by the Company may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law of 2007 ("Eligible Investors").

The General Partner may delegate to any of its managers or to any duly authorised person, the duty of accepting subscriptions for delivering and receiving payment for such new securities.

The General Partner is further authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue subject to payment at the time of issue of the securities.

The issue of shares shall be suspended if the calculation of the Net Asset Value is suspended pursuant to Article 26 hereof.

The General Partner may decide to issue securities against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant investor.

The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any subscription application for securities until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

In addition to any liability under applicable law, each investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds securities in the Company, shall hold harmless and indemnify the Company, the General Partner, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of its loss of such status.

**Art. 7.** The Company will in principle issue shares in registered form only. The Company reserves the right to issue bearer shares to the extent that it is in a position to check at all times the status of Eligible Investor of the holders of the bearer shares.

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the shareholders and under which conditions or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding.

Any share certificate shall be signed by the General Partner.

If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

Fractions of shares up to three decimal places, rounded up or down to the nearest decimal point, will be issued if so decided by the General Partner. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets and any distributions attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

A register of registered shares (the "Register") shall be kept by a person responsible for the maintenance of the Register appointed by the General Partner, and such Register shall contain the name of each owner of shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number and Class of shares held, the amount paid in on the shares, and the bank wiring details of the shareholder.

The inscription of the shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered shares.

The General Partner may accept and enter in the Register a transfer on the basis of any appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee. Transfer of shares are conditional upon the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor and not being a Prohibited Person as defined in Article 8. Transfers of shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register upon delivery to the Company of a completed transfer form together with such other documentation as the Company may require.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by means of a written notification to the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of such share(s) is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single person to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such person implies a suspension of all rights attached to such share(s).

**Art. 8. Restriction on ownership.** The General Partner shall have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no securities in the Company are acquired or held by (a) any person not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person in breach of the law or requirement of any country or governmental authority or (c) any person in circumstances which in the opinion of the General Partner might result in the Company incurring any liability or taxation or suffering any pecuniary disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered (together, "Prohibited Persons"). More specifically, the Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, and without limitation, by any "U.S. Person", as defined hereafter.

For such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registry would or might result in such share being directly or beneficially owned by a person, who is precluded from holding shares in the Company;

b) at any time require any person whose name is entered in the Register to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a person who is precluded from holding shares in the Company; and,

c) decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company;

d) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares or a certain proportion of the shares in the Company or whom the Company reasonably believes to be precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person is beneficial owner of shares, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him shall be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be redeemed (herein called the "redemption price") shall be an amount equal to the Net Asset Value per share of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 25 hereof less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency of denomination for the relevant Class of shares or any other currency agreed upon between the shareholder and the Company and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate shall have been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid.

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, the term "U.S. person" shall have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further defines the term "U.S. person".

The General Partner may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning.

If the Company issues notes similar restrictions will be included in the documentation relating to the issue of notes.

**Art. 9. Redemption and Conversion.** The notes may be redeemable as further described in the issuing document of the relevant notes. A noteholder is not entitled to request the conversion of all or part of its notes.

As is more specifically prescribed herein below, the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Unless otherwise provided for a specific Sub-Fund or Class of Shares in the sales documents of the Company, any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms, conditions and limits set forth by the General Partner in the sales documents. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form, subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued).

Unless otherwise decided by the General Partner and disclosed in the sales documents, the redemption price shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of shares of the relevant Sub-Fund in respect of the relevant Valuation Day as determined in accordance with the provisions of Article 25 hereof less a redemption charge (including any service charge and/or redemption fee), if any, as the sales documents may provide. This price may be rounded up or down to the nearest decimal, as the General Partner may determine, and such rounding to accrue to the benefit of the Company, as the case may be. From the redemption price there may further be deducted any deferred subscription fee if such shares form part of a Class in respect of which a deferred subscription fee has been contemplated in the sales documents. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the General Partner and disclosed in the sales documents, provided that the share certificates, if issued, and any requested documents have been received by the Company, subject to Article 26 hereof.

The General Partner may determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of shares of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be publicised in the sales documents relating to the sale of such shares.

The General Partner may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payment in relation thereto.

With the consent of or upon request from the investors concerned the General Partner may subject to the principle of equitable treatment of investors satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming



investors investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the securities to be redeemed as described in the sales documents.

To the extent required by law or so as to ensure the fair treatment of all investors, such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the investors requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the General Partner considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Any request for redemption shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 26 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as at the first applicable Valuation Day after the end of the suspension period.

Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class of a Sub-Fund into shares of another Class of that or another Sub-Fund at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes, provided that the General Partner may impose such restrictions between Classes of shares as disclosed in the sales documents as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

If, with respect to any Valuation Day, redemption requests and conversion requests relate to more than a certain level, as determined by the General Partner and disclosed in the sales documentation, of the Net Asset Value of a specific Sub-Fund, the General Partner may decide that the processing of part or all of such requests or part or all of the payment of such requests will be deferred for such period as the General Partner considers to be in the best interest of the Sub-Fund. Redemptions shall be limited with respect to all shareholders seeking to redeem shares as of a same day so that each such shareholder shall have the same percentage of its redemption or conversion request honoured. With respect to the next applicable Valuation Day following such deferral period, the balance of such redemption or conversion requests whose processing has been deferred will be met in priority to later requests, subject to the same limitations as above.

The General Partner may postpone the processing of redemption or conversion requests or extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period as shall be necessary to realise the assets and/or repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested or in exceptional circumstances where the liquidity of the Company is not sufficient to meet the redemption requests.

If a redemption or conversion would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Sub-Fund or Class below the minimum holding amount as the General Partner shall determine from time to time, then the General Partner may decide that this request be treated as if such shareholder had requested the redemption or conversion, as the case may be, of all his shares of such Sub-Fund or Class.

The General Partner may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the General Partner and to be published in the sales documents of the Company.

In exceptional circumstances relating to a lack of liquidity of certain investments made by certain Sub-Funds and the related difficulties in determining the Net Asset Value of the shares of certain Sub-Funds, the treatment of redemption requests may be postponed and/or the issue, redemptions and conversion of Shares suspended by the General Partner.

### **Title III. Liability of holders of shares**

**Art. 10.** The holders of Management Shares ("Unlimited Shareholders") are jointly and indefinitely and severally liable for all liabilities of the Company which can not be met out of the assets of the Company.

The holders of Ordinary Shares (the "Limited Shareholders") shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable for payment to the Company of the full subscription price of each Ordinary Share for which they subscribed and have been issued and outstanding commitments and other liabilities towards the Company. In particular the owners of Ordinary Shares shall not be liable for the debt, liabilities and obligations of the Company beyond the amounts of such payments.

**Art. 11.** The Management Shares held by the General Partner are exclusively transferable to a successor or additional general partner with unlimited liability.

### **Title IV. Management and Supervision**

**Art. 12.** The Company shall be managed by FinAcc (the "General Partner"), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

**Art. 13.** The General Partner is invested with the broadest power to perform all acts of administration and disposition in compliance with the Company's corporate object. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner shall, based upon the principle of spreading of risks, determine the corporate and investment policy and the course of conduct of the management and business affairs of the Company.

The General Partner shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of the Company.

It shall have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner has, and shall have, full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

The General Partner may, from time to time, appoint officers or agents of the Company considered necessary for the operation and management of the Company, provided however that the holders of Ordinary Shares may not act on behalf of the Company without jeopardising their limited liability.

The officers and/or agents appointed, unless otherwise stipulated in the Articles, shall have the powers and duties given to them by the General Partner.

The General Partner may appoint special committees, such as an investment committee and an advisory committee, as described more fully in the sales documents, in order to conclude certain tasks and functions expressly delegated to such committee(s).

**Art. 14.** The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner, acting through one or more of its duly authorised signatories such as designated by the General Partner at its sole discretion, or such person(s) to which such power has been delegated.

Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the above mentioned General Partner.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as manager of the Company, the Company shall not be dissolved and liquidated, provided the person(s) that was/were the manager(s) of General Partner at the time of such event appoint(s) an administrator, who need not to be a shareholder, to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen days of his appointment. At such general meeting, the shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for amendment of the Articles, a successor General Partner. Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

**Art. 15. Co-Management and Pooling.** The General Partner may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents for the shares.

**Art. 16.** No contract or other transaction between the Company and any other company or entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the shareholders, managers or officers of the General Partner is/are interested in, or is a shareholder, director, officer or employee of such other company or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business. The General Partner or such officers shall not by reasons of such affiliation with such other company or entity be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

**Art. 17. Independent Auditor.** The operations of the Company and its financial situation including in particular its books shall be supervised by an independent auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to honourability and professional experience and who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007. The independent auditor shall be elected by the annual general meeting of shareholders until the next annual general meeting of shareholders and until its successor is elected.

The independent auditor in office may only be removed by the shareholders on serious grounds.

## **Title V. General meeting**

**Art. 18.** The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. Without prejudice of the provisions of Article 13 of these Articles and to any other powers reserved to the General Partner by these Articles, it shall have the powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company provided that, unless otherwise provided herein, no resolution affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

General meetings of shareholders shall be convened by the General Partner. General meetings of shareholders shall be convened pursuant to a notice given by the General Partner setting forth the agenda and sent by registered letter at least eight (8) days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address recorded in the Register.

**Art. 19.** The annual meeting of shareholders will be held in Luxembourg at a place specified in the notice of meeting on the last Monday in the month of May at 11.00 a.m. (CET). If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting

will be held on the next following business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the General Partner, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

If all the shareholders are present or represented at the general meeting of the shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are invited to attend and speak at all general meetings of shareholders. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, who need not be a shareholder, as his proxy, in writing or by telefax or any other means of transmission approved by the General Partner capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. The general meetings of the shareholders shall be presided by the General Partner or by a person designated by the General Partner. The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary. The general meeting of shareholders may elect a scrutineer. At the General Partner's discretion, a shareholder may also act at any meeting of shareholders by visioconference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at the meeting of shareholders duly convened will be passed by an absolute majority of the votes cast. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. Except as otherwise provided herein or required by law, no resolution affecting the interest of the Company vis-à-vis third parties or amending the Articles shall be validly passed unless approved by the General Partner.

**Art. 20.** At any general meeting of shareholders convened in order to amend the Articles, including its corporate object or to resolve on issues for which the law refers to the conditions required for the amendment of the Articles, the quorum shall be at least one half of the capital of the Company. If the quorum requirement is not fulfilled a second meeting may be convened in accordance with the law. Any notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the result of the preceding meeting. The second meeting may validly deliberate irrespective of the portion of the shares represented.

In both meetings resolutions must be passed by at least two thirds of the votes cast, provided that no resolution, shall be validly passed unless approved by the General Partner.

**Art. 21.** The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the board of the meeting. Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

#### **Title VI. Accounting year, Allocation of profits**

**Art. 22.** The accounting year of the Company shall begin on 1<sup>st</sup> January and shall terminate on 31<sup>st</sup> December of the same year.

**Art. 23. Appropriation of profits.** The general meeting of shareholders, upon recommendation of the General Partner, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may, without ever exceeding the amounts proposed by the General Partner, declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the General Partner.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company falls below the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the relevant Sub-Fund.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

#### **Title VII. Valuation - Determination of net asset value**

**Art. 24. Valuation Date / Frequency of calculation of net asset value per share.** The net asset value of shares shall, for the purposes of the redemption, conversion and issue of shares, be determined by the Company, under the responsibility of the General Partner, from time to time, but in no instance less than once per year, as the General Partner by regulation may direct (every such day or time for determination of net asset value being referred to herein as a "Valuation Day").

**Art. 25. Determination of net asset value per share.** The net asset value of share of each Class within each Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be expressed in the reference currency of the relevant Class (and/or in such other currencies as the General Partner shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined as at any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to the relevant Class and/or Sub-Fund, being the value of the assets of the Company attributable to such Class and/or Sub-Fund less the liabilities attributable to such Class and/or Sub-Fund, as at any such Valuation Day, by the number of shares of the relevant Class and/or Sub-Fund then outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share shall be calculated up to two decimal places.

If, since the time of determination of the Net Asset Value as at the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments attributable to the relevant Sub-Fund, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

I. The assets of the Company shall include (without limitation):

- 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company;
- 4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 6) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all futures and forward contracts and all call and put options the Company has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature including expenses and charges paid in advance.

For the purpose of the determination of the Net Asset Value, the value of the assets shall be determined as follows:

(a) Debt instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other Regulated Market that operates regularly, is recognized and open to the public will be valued as follows. The value of each loan will be defined as the book value plus accrued interest up to the Valuation Day and according to the following formula:

Book value = Nominal value - Impairment costs - Principal repayment

Thus the value of the loan is calculated as the nominal value of the loan excluding any impairment costs and repayments of principal that have occurred up to the date of valuation, plus the net amount of accrued interest. Any commitment fee that is to be paid by the PFIs should not be incorporated into the calculation of the loan's book value. The NAV will be adjusted, if appropriate, to reflect e.g. major fluctuations in interest rates in the relevant markets or the appraisal of the General Partner on the creditworthiness of the relevant debt instrument.

The General Partner will use its best endeavors to continually assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that debt instruments will be valued at their fair value as determined in good faith by the General Partner. If the General Partner believes that a deviation from this method of valuation may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the General Partner will take such corrective action, if any, as it deems appropriate to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

(b) Equity investments should be valued similarly to a loan instrument. However, the NAV of an equity instrument will be defined as the book value plus any accrued net dividend payments. The NAV for each equity instrument shall be expressed in the currency in which they are denominated and may be rounded up or down to the nearest currency unit.

(c) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(d) The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

(e) The value of assets dealt in on any other Regulated Market is based on the last available price.

(f) The value of units or shares in investment Sub-Funds is based on their last-stated net asset value. Other valuation methods may be used to adjust the price of these units or shares if, in the opinion of the Company, there have been changes in the value since the Net Asset Value has been calculated.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the Administrative Agent, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the NAV, completely and exclusively rely, unless there is manifest error or negligence on its part, upon the valuations provided (i) by various pricing sources available on the market such as pricing agencies (i.e. Bloomberg, Reuters etc.) or fund administrators, (ii) by brokers, or (iii) by a specialist duly authorized to that effect by the General Partner. Finally, (iv) in the cases no prices are found or when the valuation may not correctly be assessed, the Administrative Agent may rely upon the valuation of the General Partner.

In circumstances where (i) one or more pricing sources fail(s) to provide valuations to the Administrative Agent, which could have a significant impact on the NAV, or where (ii) the value of any asset(s) may not be determined as rapidly and accurately as required, the Administrative Agent is authorized to postpone the NAV calculation and as a result may be unable to determine subscription redemption and conversion prices. The General Partner shall be informed immediately

by the Administrative Agent should the situation arise. The General Partner may then decide to suspend the calculation of the NAV in accordance with the procedures described under Article 26 below.

In the event that, for any assets, the price as determined pursuant to sub-paragraph (a), (c) or (d) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 25 are rules for determining Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

II. The liabilities of the Company shall include (without limitation):

- 1) all loans, securitized or not such as the notes, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);
- 3) all accrued or payable fees and expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees- if any, custodian fees, central administrative agent's and registrar and transfer agent's fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees payable to its General Partner, investment managers/advisers, including performance fees, if any, fees and expenses payable to its custodian and its correspondents, domiciliary and corporate agent, administrative agent, the registrar and transfer agent, listing agent, any paying agent, any distributor, any permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, fees and expenses for legal, accounting and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any government agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, the cost of printing share certificates, if any, and the costs of any reports to the shareholders, expenses incurred in determining the Company's Net Asset Value, the costs of convening and holding shareholders' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the costs of buying and selling assets, reasonable traveling costs in connection with the selection of local or regional investment structures and of investments in such investment structures, the costs of publishing the issue redemption and conversion prices, if applicable, interest, bank charges, currency conversion costs and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount ratably for yearly or other periods, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

III. The Company will establish a separate pool of assets and liabilities in respect of each Sub-Fund and the assets and liabilities shall be allocated in the following manner:

(a) within any Sub-Fund, the General Partner may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

(b) if a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes shall be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;

(c) the net proceeds from the issue of shares of a Class are to be applied in the books of the Company to that Class of shares and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such Class of shares subject to the provisions set forth below;

(d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same Sub-Fund or Class as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant Sub-Fund or Class;

(e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or Class or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund or Class, such liability is allocated to the relevant Sub-Fund or Class;

(f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund or Class, such asset or liability will be allocated to all the Sub-Funds or Classes pro rata to their respective net asset values, or in such other manner as the General Partner, acting in good faith, may decide; and

(g) upon the payment of distributions to the holders of any Class of shares, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or by any agent which the General Partner may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the purpose of this Article:

1) shares of the Company to be redeemed under Article 9 shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner as at the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefor shall be deemed to be a liability of the Company;

2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issuance as from the time specified by the General Partner as at the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefor shall be deemed to be a debt due to the Company;

3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of shares and

4) where as at any Valuation Day the Company has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known as at such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

**Art. 26. Temporary suspension of calculation of Net Asset Value per Share and of issue of shares.** The Company may suspend the determination of the Net Asset Value of one or more Sub-Fund(s) and the issue, redemption and conversion of shares of such Sub-Fund(s):

(a) during any period when any one of the stock exchanges or other principal markets on which a substantial portion of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund, from time to time, is quoted or dealt in is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund quoted thereon; or

(b) during any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, or the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner, disposal or valuation of the assets held by the Company attributable to such Sub-Fund is not reasonably practicable without this being seriously detrimental to the interests of Shareholders, or if in the opinion of the General Partner the issue and, if applicable, redemption or conversion prices cannot fairly be calculated; or

(c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund or the current prices or values on any stock exchanges or other markets in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realization or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares of the Company cannot, in the opinion of the General Partner, be effected at normal rates of exchange; or

(e) from the time of publication of a notice convening an extraordinary general meeting of Shareholders for the purpose of winding up the Company or any Sub-Fund(s), or merging the Company or any Sub-Fund(s), or informing the Shareholders of the decision of the General Partner to terminate or merge any Sub-Fund(s); or

(f) when for any other reason, the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected, i.e. having made an application for subscription, redemption or conversion of shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Any application for subscription, redemption or conversion of shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund or Class or deferral of the request as disclosed herein and in the sales documents, in which instance shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with respect to the first applicable Valuation Day following the end of the period of suspension.

The above applies mutatis mutandis distinctively to each Class of Shares within a Sub-Company, if relevant.

**Art. 27. Custodian Agreement.** The Company shall enter into a custodian agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and in particular the Law of 2007 (the "Custodian").

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Custodian, the Custodian will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

### Title VIII. Dissolution, Liquidation

**Art. 28.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators named by the general meeting of shareholders effecting such dissolution upon proposal by the General Partner. Such meeting shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

**Art. 29. Merger of sub-funds or Classes of shares.** In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Class of shares has decreased to or has not reached an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic, monetary or political situation relating to the Sub-Fund or Class of shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Sub-Fund or Class of shares or in order to proceed to an economic rationalization, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the shares issued in such Sub-Fund or Class of shares at their Net Asset Value (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses), calculated as at the Valuation Day with respect to which such decision shall take effect. The Company shall publish a notice to the holders of shares concerned by the compulsory redemption prior to the effective date for such redemption, which will indicate the reasons for, and the procedure of, the redemption operations. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class of shares concerned may continue to request redemption or conversion (if appropriate) of their shares free of charge (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders of any Sub-Fund or Class may, upon proposal from the General Partner and with its approval, redeem all the Shares of such Sub-Fund or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided in the first paragraph of this section, the General Partner may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment (the "new Sub-Fund") and to re-designate the Shares of the Sub-Fund concerned as Shares or Notes of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this section (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, such decision shall be binding only on the Shareholders who are in favor of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund of the Company may be decided upon by a general meeting of the Shareholders of the Sub-Fund concerned which will decide upon such an amalgamation by resolution taken with no quorum and by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

A contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fourth paragraph of this section or to another Sub-Fund within such other undertaking for

collective investment shall require a resolution of the Shareholders of the Sub-Fund concerned taken with no quorum and by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (fonds commun de placement) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such Shareholders who have voted in favor of such amalgamation.

#### **Title IX. General provisions**

**Art. 30.** All matters not governed by these articles of incorporation are to be determined in accordance with the law of 10<sup>th</sup> August 1915 on commercial companies as amended and the Law of 2007.

#### **Title X. Transitory provisions**

Notwithstanding Article 19 of the present Articles, the first annual meeting of shareholders will be held on the first Monday in the month of May 2011 at 11.00 a.m. If such a day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

The first accounting year will begin on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2010

##### *Subscription and Payment*

The subscribers have subscribed for the number of shares and have paid in cash the amounts as mentioned hereafter:

Subscriber	Management Shares	Ordinary Shares	Subscribed Capital	Amount paid in upon incorporation
1.- FinAcc . . . . .	1	1	2,000 EUR	2,000 EUR
2.- Frankfurt School of Finance and Management gGmbH . . .	0	29	29,000 EUR	29,000 EUR
Total . . . . .	1	30	31,000 EUR	31,000 EUR

Proof of the payment in cash of the amount of 31,000 EUR has been given to the undersigned notary.

##### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

##### *Statements*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

##### *General meeting of shareholders*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote.

##### *First resolution*

The following is elected auditor until the next general meeting of shareholders:

Deloitte S.A., having its registered office at 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

##### *Second resolution*

The registered office of the Company is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a German version, on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

#### **Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:**

Im Jahr zweitausendundzehn, am zwölften Tag des Monats Juli.

Vor Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1) FinAcc, gegründet nach den Gesetzen Luxemburgs mit Sitz in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, vertreten durch Anne-Gaëlle Delabye, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg, gemäß Vollmacht mit Datum vom 5 Juli 2010.



2) Frankfurt School of Finance and Management GmbH, mit Sitz in Sonnemannstr. 9-11, D-60314 Frankfurt am Main, Deutschland, vertreten durch Anne-Gaëlle Delabye, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg, gemäß Vollmacht mit Datum vom 5 Juli 2010.

Die ne varietur von allen erschienenen Parteien und vom unterzeichneten Notar unterschriebenen Vollmachten bilden einen Anhang zu diesem Dokument das bei dem zuständigen Registeramt hinterlegt wird.

Die erschienenen Parteien, in ihrer angegebenen Eigenschaft, haben den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, die sie gemeinsam begründen, wie folgt festzuhalten.

### **Titel I. Bezeichnung, Gesellschaftssitz, Dauer, Zweck**

**Art. 1.** Zwischen den zeichnenden Parteien und all jenen, die Inhaber von später ausgegebenen Anteile werden, besteht eine Gesellschaft in Form einer Kommanditaktiengesellschaft, die als société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé qualifiziert unter der Bezeichnung "FinAcc Fund" (die "Gesellschaft").

**Art. 2.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann innerhalb der Gemeinde Luxemburg aufgrund eines einfachen Beschlusses des Komplementärs verlegt werden. Sofern und soweit gesetzlich zulässig, kann der Komplementär beschließen, den Gesellschaftssitz an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg zu verlegen.

Vollständig der Gesellschaft gehörende Tochtergesellschaften, Zweigstellen oder andere Niederlassungen können sowohl in Luxemburg als auch im Ausland, durch Entscheidung des Komplementärs, errichtet werden.

Sollten nach Ansicht des Komplementärs außergewöhnliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Ereignisse vorliegen oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die ungestörte Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen aus dem Ausland beeinträchtigen, so kann der Sitz bis zur vollständigen Behebung dieser ungewöhnlichen Umstände zeitweilig ins Ausland verlegt werden; diese provisorische Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, welche ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

**Art. 3.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Die Gesellschaft kann durch Aktionärsbeschluss, der gemäß den Regeln für die Änderung der vorliegenden Satzung (die "Satzung") aufgelöst werden, dies aber nur mit der Genehmigung Komplementärs.

Die Gesellschaft wird nicht aufgelöst falls der Komplementär zurücktritt, in Liquidation fällt, als insolvent erklärt wird oder unfähig ist seine Geschäftstätigkeit weiterzuführen. In solchen Umständen wendet sich Artikel 14 an.

**Art. 4.** Der ausschließliche Gegenstand der Gesellschaft ist es, die Anlage ihrer verfügbaren Mittel in übertragbare Wertpapiere jeder Art und andere zulässige Vermögenswerte, einschließlich Aktien und Anteile in andere Organismen für gemeinsame Anlagen, mit dem Ziel die Anlagerisiken zu streuen und den Ertrag ihrer Anlageverwaltung ihren Anteilhabern zugute kommen zu lassen.

Die Gesellschaft unterliegt den Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Anlagefonds (das "Gesetz von 2007") und kann alle Maßnahmen ergreifen und Transaktion ausführen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, soweit dies im weitesten Sinne gemäß dem Gesetz von 2007 zulässig ist.

### **Title II. Gesellschaftskapital - Anteile - Anleihepapiere**

**Art. 5.** Das Kapital der Gesellschaft wird durch nennwertlose Anteile (die "Anteile") vertreten und entspricht zu jeder Zeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft, wie in Artikel 25 dieser Satzung definiert.

Das Kapital der Gesellschaft wird durch zwei Anteilklassen vertreten, und zwar durch Managementanteile die vom Komplementär als persönlich haftenden Gesellschafter (actionnaire commandité) ("Management-Anteile") gehalten werden sowie durch einfache Anteile die von den Kommanditisten als beschränkt haftenden Gesellschafter gehalten werden (actionnaires commanditaires)("Einfache Anteile").

Jedes Einfache Anteil sowie Management-Anteil wird als "Anteil" bezeichnet und zusammen als "Anteile", falls die Referenz zu einer bestimmten Klasse von Anteile nicht begründet ist.

Das gezeichnete Gründungskapital beträgt ein und dreißig tausend Euro (31.000 EUR) und ist aufgeteilt in einen (1) Management-Anteil und dreißig (30) Einfache Anteile, jedes dieser Anteile ist voll einbezahlt.

Darüber hinaus kann der Komplementär Schuldverschreibungen emittieren sowie Anleihepapiere (zusammen mit den Aktien nachstehend bezeichnet als die "Wertpapiere").

Das Mindestkapital der Gesellschaft entspricht dem nach Luxemburger Recht vorgeschriebenen Minimum und muss innerhalb von zwölf Monaten nach Datum der Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Anlagefonds gemäß dem Gesetz von 2007 erreicht werden.

Der Komplementär kann zu jeder Zeit beschließen, wie es erforderlich scheint, ein oder mehrere Kompartimente oder Teilfonds im Sinne vom Artikel 71 vom Gesetz von 2007 aufzulegen, (jeder dieser Kompartimente oder Teilfonds, ein "Teilfonds"). Die zu emittierenden Wertpapiere in einem Teilfonds können, wie es der Komplementär beschließen

kann, in verschiedenen Klassen ausgegeben werden (jede Klasse, eine "Anteilklasse"), deren Merkmale, Dauer und Konditionen vom Komplementär bestimmt werden können.

Zum Zwecke dieser Satzung, ist jede nachstehende Referenz auf "Anteilklasse" oder "Schuldschreibenklasse" auch zu verstehen als eine Referenz auf "Anteilkategorie" oder "Schuldschreibenkategorie", ausser von den Umständen anders erfordert. Jede Referenz zu einem "Investor" ist auch als "Anteilinhaber" oder "Schuldpapierinhaber" zu verstehen.

Die Gesellschaft ist eine einzige juristische Person, jedoch werden die Vermögenswerte jedes Teilfonds ausschließlich zugunsten der Investoren des jeweiligen Teilfonds angelegt und die Vermögenswerte eines jeweiligen Teilfonds sind ausschließlich für die ihm zugehörigen Schulden, Verbindlichkeiten und Verpflichtungen haftbar.

Der Komplementär kann jeden Teilfonds für eine unbegrenzte oder begrenzte Zeit auflegen.

Die Erlöse aus der Ausgabe von Wertpapiere einer jeden Anteilklasse eines Teilfonds werden in Übereinstimmung mit Artikel 13 dieser Satzung in Wertpapiere jeder Art oder in andere zulässige Vermögenswerte angelegt, und zwar jeweils, im Einklang mit den geographischen Regionen, Industriebranchen und Währungszonen, bzw. die spezifischen Arten von Aktienwerten oder Schuldverschreibungen, die vom Komplementär von Zeit zu Zeit für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden.

Zum Zwecke der Bestimmung des Gesellschaftskapitals, wird das jeder einzelnen Anteilklasse zuzuordnende Nettovermögen, falls nicht in Euro ausgedrückt, in Euro umgewandelt, wobei das Gesellschaftskapital dem gesamten Nettovermögen sämtlicher Anteilklassen entspricht.

Die Anteile eines einzelnen Teilfonds oder einer einzelnen Anteilklasse können, durch eine mit einfacher Mehrheit beschließenden Anteilinhaberversammlung eines Teilfonds oder Anteilklasse, oder vom Komplementär, konsolidiert oder aufgeteilt werden.

**Art. 6.** Der Komplementär ist jederzeit ohne Einschränkung berechtigt, zusätzliche teils- sowie voll eingezahlte Anteile in Übereinstimmung mit den Prozeduren und gemäß der vom Komplementär festgelegten Dauer und Bedingungen und in den Verkaufsdokumenten veröffentlicht auszugeben (einschließlich, aber nicht beschränkt auf den Verkaufsprospekt der Gesellschaft), ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugs- oder Vorkaufsrecht im Hinblick auf die Zeichnung der auszugebenden Anteile einzuräumen. Falls nicht anders vom Komplementär beschlossen und in den Verkaufsdokumenten veröffentlicht, entspricht der Ausgabepreis dem Nettoinventarwert pro Anteilklasse des jeweiligen Teilfonds gemäß den Bestimmungen des Artikels 25 dieser Satzung, ggb. zzgl. anfallige Ausgabegebühren, wie es in den Verkaufsdokumenten vorgesehen sein kann.

Die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile können nur durch sachkundige Anleger gemäß des Gesetzes von 2007 gezeichnet werden (die "Sachkundigen Anleger").

Der Komplementär kann jedem seiner Geschäftsführer oder jede ordnungsgemäß bevollmächtigten Person damit beauftragen, Zeichnungen für die Ausstellung und die entsprechende Zahlung für solche neue Anteile in Empfang zu nehmen.

Der Komplementär ist außerdem berechtigt die Bedingungen der jeweiligen Ausgabe von Anteilen festzulegen, deren Ausgabe bedingt durch die Zahlung am Zeitpunkt der Ausgabe der Wertpapiere vorzubehalten.

Die Ausgabe von Anteilen kann unterbrochen werden falls die Nettoinventarwertberechnung gemäß Artikel 26 dieser Satzung ausgesetzt ist.

Der Komplementär kann die Ausgabe von Wertpapieren gegen Sacheinlage gemäß dem Luxemburger Gesetzes beschließen. Sämtliche, in Verbindung mit solcher Sacheinlage entstandenen Kosten, werden vom betroffenen Investor getragen.

Der Komplementär kann, nach seinem Ermessen, die Annahme von Wertpapierzeichnungen solange verzögern bis der Gesellschaft ausreichende Belege vorliegen, daß sich der Zeichner als Sachkundiger Anleger qualifiziert.

Zusätzlich zu jener gesetzlichen Haftung wird jeder Investor, der nicht als Sachkundiger Anleger qualifiziert und der Anteile an der Gesellschaft hält, die Gesellschaft, der Komplementär, die anderen Anteilinhaber sowie die Beauftragten der Gesellschaft von jeglicher Haftung freistellen sowie jeden Schaden, Kosten und Ausgaben ersetzen wird, die in Verbindung oder aus dem Halten von Anteile entstehen, falls der betroffene Anteilinhaber falsche oder irreführende Unterlagen oder Aussagen abgegeben oder gemacht hat, um sich fälschlicherweise als Sachkundiger Anleger auszugeben, oder wenn der Anleger es versäumt hat, die Gesellschaft vom Verlust seines Statuts als Sachkundiger Anleger zu informieren.

**Art. 7. Die Gesellschaft wird im Prinzip ausschließlich Namensanteile ausgeben.** Die Gesellschaft behält sich das Recht vor Inhaberanteile auszugeben, sofern sie die Einstufung als Sachkundiger Anleger des Inhabers der Inhaberanteile nachprüfen kann.

Die Gesellschaft kann entscheiden ob und unter welchen Bedingungen den Anteilhabern Anteilzertifikate ausgegeben werden oder ob die Anteilinhaber eine schriftliche Bestätigung ihres Anteilbesitzes erhalten.

Jedes Anteilzertifikat wird vom Komplementär unterschrieben.

Falls Anteilzertifikate ausgegeben werden und falls ein Anteilinhaber der Gesellschaft zu Genüge der Gesellschaft beweisen kann, dass sein Anteilzertifikat verloren gegangen, beschädigt oder zerstört worden ist, so kann auf seinen Antrag ein Duplikat des besagten Anteilzertifikats unter den von der Gesellschaft zu bestimmenden Bedingungen und

Garantien ausgestellt werden, einschließlich aber nicht ausschließlich von Versicherungen ausgestellte Anleihepapiere. Bei Ausstellung dieses neuen als Duplikat gekennzeichneten Anteilzertifikats wird das ursprüngliche Zertifikat nichtig.

Die Gesellschaft kann dem Anteilinhaber nach eigenem Ermessen die Kosten für die Ausstellung eines Duplikats oder eines neuen Anteilzertifikats, sowie sämtliche angemessene von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausstellung und der diesbezüglichen Eintragung oder mit der Annullierung des ursprünglichen Anteilzertifikats verauslagten Kosten auferlegen.

Falls vom Komplementär beschlossen, können Anteilsbruchteile bis zu drei Dezimalstellen ausgegeben werden, die bis zur nächsten Dezimalstelle auf- oder abgerundet werden.

Solche Anteilsbruchteile verleihen keinerlei Stimmrechte aber sind zum anteiligen Nettovermögen sowie an anteilige Ausschüttungen der jeweiligen Anteilklasse berechtigt.

Ein Register der Namensanteile (das "Register") wird von einer für die Haltung des Registers vom Komplementär beauftragten Person aufrechterhalten, und dieses Register enthält den Namen eines jeden Anteilinhabers, seinen der Gesellschaft angegebenen Wohnsitz oder sein Wahlmizil, die Anzahl und Anteilklasse der in seinem Besitz befindlichen Anteile, den für die Anteile gezahlten Preis, und die Banküberweisungsdaten des Anteilinhabers.

Die Eintragung des Namens eines Anteilinhabers in das Register ist der Nachweis des Eigentums des Anteilinhabers betreffend diese Namensanteile.

Auf Basis von jede(m)n angemessenen Dokument(en) welche(r) die Übertragung zwischen dem Abtretenden und Erwerber dokumentiert/dokumentieren, kann der Komplementär eine Übertragung bewilligen sowie deren Eintragung in das Register vornehmen. Die Übertragung von Anteilen ist bedingt auf die Qualifizierung des Erwerbers als Sachkundiger Anteilinhaber sowie daß dieser kein nach Artikel 8 beschriebene "Untersagte Person" ist. Sofern der Gesellschaft einen ausgefüllten Übertragungsantrag samt jeder anderen Dokumentation, die von der Gesellschaft erfordert werden könnte, geliefert wurde, erfolgen Übertragungen von Anteilen durch Eintragung der Übertragung in das Register.

Anteilinhaber müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen der Gesellschaft gesandt werden können. Diese Anschrift wird ebenfalls in das Anteilsregister eingetragen. Der Anteilinhaber kann zu jeder Zeit seine im Anteilsregister eingetragene Anschrift durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Anteilinhaber pro Anteil an. Sofern ein oder mehrere Anteile in Miteigentum stehen oder die Eigentumsrechte streitig sind, haben sämtliche Personen, die behaupten ein Recht an dem/den Anteil(en) zu besitzen, gemeinsam eine einzige Person zu bestimmen, der diese(s) Anteil(e) gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Versäumung solch eine Person zu ernennen, führt zur Ausstzung sämtlicher Rechte, die im Zusammenhang mit diesem/ diesen Anteil(en) stehen.

**Art. 8. Inhaberbeschränkungen.** Der Komplementär kann Beschränkungen auferlegen, die er nach seinem Ermessen für notwendig hält, um sicherzustellen, daß die Anteile der Gesellschaft nicht von oder im Namen von Personen erworben oder gehalten werden welche, (a) sich nicht als Sachkundiger Anteilinhaber qualifizieren, (b) welche gegen Gesetze oder Vorschriften im Ausland oder einer staatlichen Behörde verstoßen haben oder (c) welche unter Umständen, die gemäß der Ansicht des Komplementärs zur Folge hätten, daß für die Gesellschaft daraufhin Haftung, Steuern oder finanzielle Nachteile entstehen würden, die ihr ansonsten nicht entstanden wären oder die sie erlitten hätte (zusammen "Untersagte Personen").

Insbesondere kann die Gesellschaft das Halten von Anteilen durch Personen, Firmen oder juristische Personen ohne Einschränkungen durch die nachstehend definierten "U.S. Staatsangehörigen" einschränken oder untersagen.

Für die Zwecke dieser Bestimmung kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe jedwedes Anteils, sowie die Eintragung jedweder Anteilsübertragung verweigern, sofern es ihres Erachtens nach den Anschein hat, daß diese Ausgabe oder Eintragung dazu führt oder dazu führen könnte, daß die Anteile mittelbar oder unmittelbar im wirtschaftlichen Eigentum einer Person gelangen, die vom Besitz von Anteilen der Gesellschaft ausgeschlossen ist;

b) jederzeit jede Person, deren Name im Register eingetragen ist, auffordern, ihr sämtliche eidesstattlich abgegebenen Auskünfte zu erteilen, welche ihres Erachtens notwendig sind um zu bestimmen, ob eine Person deren das Halten von Anteilen der Gesellschaft untersagt ist, wirtschaftlicher Eigentümer dieser Anteile ist oder zukünftig sein wird; und,

c) einer vom Anteilbesitz ausgeschlossenen Person auf einer Versammlung der Anteilinhaber der Gesellschaft das Stimmrecht versagen;

d) falls die Gesellschaft der Auffassung ist, dass eine Person, derer das Halten von Anteilen oder eines gewissen Prozentsatzes von Anteilen der Gesellschaft untersagt ist oder wer nach angemessener Ansicht der Gesellschaft als eine Person, deren das Halten von Anteilen untersagt ist gilt, entweder alleine oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Anteilen ist, ist die Gesellschaft berechtigt (i) solche Anteilinhaber aufzufordern, ihre Anteile an (a) einer Person zu übertragen, die berechtigt ist Anteile zu halten oder (b) den Rückkauf ihrer Anteile von der Gesellschaft anzufordern, oder (ii) von solchen Anteilinhabern alle der von ihnen gehaltenen Anteile auf dem Zwangswege wie folgt zurückzukaufen:

1) die Gesellschaft übersendet dem Anteilinhaber, in dessen Besitz sich die Anteile befinden oder der im Register als Eigentümer der zu kaufenden Anteile eingetragenen Person, eine Mitteilung (im Folgenden die "Rücknahmemitteilung" genannt) unter Angabe der wie vorstehend beschriebenen, zurückzunehmenden Anteile, des Rücknahmeerlöses für diese

Anteile sowie des Ortes, an dem der Rücknahmeerlös für die besagten Anteile zahlbar ist. Diese Anzeige kann dem Anteilinhaber per Einschreibebrief an seine letztbekannte oder an die in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse geschickt werden. Daraufhin ist der besagte Anteilinhaber verpflichtet, der Gesellschaft die Bestätigung oder die Bestätigungen (falls ausgegeben) über den Anteilbesitz für die in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Anteile auszuhandigen. Unverzüglich nach Geschäftsschluss an dem in der Rücknahmemitteilung festgelegten Datum verliert der bezeichnete Anteilinhaber den Besitz an den in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Anteilen und die vormalig von ihm gehaltenen oder in seinem Besitz befindlichen Anteile werden für ungültig erklärt;

2) Der Preis, zu welchem die in der Rücknahmemitteilung angegebenen Anteile gekauft werden (im Folgenden der "Rückkaufpreis" genannt), entspricht einem Betrag der dem Nettoinventarwert eines Anteils der Anteile der Gesellschaft der entsprechenden Anteilklasse entspricht, der gemäß Artikel 25 der vorliegenden Satzung und abzüglich etwaiger Service-Gebühren (falls vorhanden) festgelegt wird. Wo festgestellt wird dass, aufgrund der Situation des Anteilinhabers, die Auszahlung des Rückkaufpreises durch die Gesellschaft, einen ihrer Beauftragten und/oder jedweden anderen Vermittler dazu führt oder führen könnte, dass entweder die Gesellschaft, einer ihrer Beauftragten und/oder jedweder andere Vermittler, gegenüber einer ausländischen Behörde zur Zahlung von Steuern oder anderen Verwaltungsgebühren verpflichtet ist, kann die Gesellschaft von dem Rückkaufpreis einen Betrag einbehalten, der zur Deckung der eventuellen Verbindlichkeit ausreicht, oder einen ihrer Beauftragten und/oder jedweden anderen Vermittler dazu ermächtigen, eine solche Einbehaltung vorzunehmen; dies bis der Anteilinhaber die Gesellschaft, einen ihrer Beauftragten und/oder jedweden anderen Vermittler mit hinreichende Sicherheiten erbracht hat, dass ihre Verbindlichkeit nicht zum Tragen kommt; hierbei sei darauf hingewiesen, (i) dass in manchen Fällen der so zurückgehaltene Betrag an die betroffene ausländische Behörde ausgezahlt werden muss, in welchem Fall der Anteilinhaber keinen Anspruch mehr auf diesen Betrag hat, und (ii) dass die abzudeckende potentielle Verantwortung sich ausweiten kann auf jeglichen Schaden, den die Gesellschaft, einer ihrer Agenten und/oder jedweder andere Vermittler aufgrund ihrer Verpflichtung, im Einklang mit den Regeln über die Vertraulichkeit zu handeln, erleidet;

3) Die Zahlung des Rückkaufpreises an den Anteilinhaber erfolgt, in der Währung der jeweiligen Anteilklasse oder in einer anderen zwischen der Gesellschaft und dem Anteilinhaber vereinbarten Währung, und wird von der Gesellschaft bei einer Bank in Luxemburg oder an anderer Stelle (wie in der Rücknahmemitteilung angegeben) hinterlegt, mit Zahlungsanweisung zugunsten des Anteilinhabers, aber nur gegen Vorlage der in der Rücknahmemitteilung angegebenen Bestätigung über den Anteilbesitz oder Anteilzertifikat, falls ausgegeben. Nach der Hinterlegung des Preises wie vorerwähnt haben die an den in der Rücknahmemitteilung bezeichneten Anteile vormalig berechtigten Personen keinen weiteren Anspruch auf diese Anteile, noch können sie irgendwelche Forderungen gegen die Gesellschaft oder deren Guthaben in dieser Hinsicht geltend machen, abgesehen von der Tatsache, dass sie als Besitzer der Anteile auftreten können, um gegen Aushändigung der vorerwähnten Bestätigung über den Anteilbesitz den so hinterlegten Rückkaufpreis (ohne Zinsen) von der zuständigen Bank entgegenzunehmen.

4) Die Ausübung seitens der Gesellschaft der gemäß vorliegendem Artikel eingeräumten Rechte kann auf keinen Fall mit der Begründung, der Beweis des Anteilsbesitzes einer Person sei unzureichend gewesen oder mit dem Anteilsbesitz habe es sich in Wirklichkeit anders verhalten als die Gesellschaft dies am Datum der Rücknahmemitteilung vermutete, angefochten oder ungültig erklärt werden, sofern in solchen Fällen die Gesellschaft die besagten Rechte im gutem Glauben ausgeübt hat; und

Im Sinne der vorliegenden Satzung hat der Begriff "U.S. Staatsangehöriger" die gleiche Bedeutung wie in der jeweils aktuellen Fassung der Regulation S des abgeänderten United States Securities Act von 1933 ("der 1933 Act") oder wie in jeder anderen Verordnung oder jedem anderen Erlass, welche in den Vereinigten Staaten von Amerika in Kraft treten und künftig die Regulation S vom 1933 Act ersetzen oder welche den Begriff "U.S. Staatsangehöriger" desweiteren definieren können.

Der Komplementär kann den oben erwähnten Begriff jederzeit abändern oder verdeutlichen.

Sofern die Gesellschaft Anleihepapiere ausgibt, werden ähnliche Beschränkungen in den Verkaufsdokumenten betreffend der Anleihepapierausgabe veröffentlicht.

**Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.** Die Anleihepapiere können rückkaufbar sein, wie ausführlich in den Verkaufsdokumenten der entsprechenden Anleihepapiere beschrieben. Ein Inhaber eines Anleihepapiers kann den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anleihepapiere nicht anfordern.

Wie nachstehend näher erläutert kann die Gesellschaft jederzeit ihre eigenen Anteile unter Berücksichtigung der gesetzlichen Einschränkungen zurückkaufen.

Sofern nicht anders für einen bestimmten Teilfonds oder eine bestimmte Anteilklasse in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft vorgeschrieben, kann jeder Anteilinhaber den Rückkauf aller oder eines Teils seiner Anteile durch die Gesellschaft zu dem durch den Komplementär in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft festgelegten Fristen, Bedingungen und Beschränkungen beantragen. Unter Vorbehalt der in den Verkaufsdokumenten der Gesellschaft vorgeschriebenen Bedingungen, muss jeder Rückkaufsantrag eines Anteilinhabers in schriftlicher Form am Gesellschaftssitz oder bei jedweder anderen von der Gesellschaft zu ihrem Agenten für den Anteilrückkauf ernannten Person oder Gesellschaft eingereicht werden, gleichzeitig müssen Anteilzertifikate (sofern solche ausgestellt wurden) ordnungsgemäß ausgehändigt werden.

Sofern nicht anders vom Komplementär beschlossen und in den Verkaufsdokumenten beschrieben, basiert der Rückkaufpreis auf den Nettoinventarwert der entsprechenden Anteilklasse des entsprechenden Teilfonds an dem entsprechenden Bewertungstag, gemäß den Bestimmungen von Artikel 25 der vorliegenden Satzung, minus etwaiger Rückkaufsgebühren (inklusive Servicegebühren und/oder Rückkaufsgebühren), wie ggf. in den Verkaufsdokumenten festgelegt. Der Rückkaufpreis kann, gemäß Beschluss des Komplementärs, zur nächsten Dezimalstelle auf- oder abgerundet werden, solche Abrundung kann gegebenenfalls, zugunsten der Gesellschaft sein. Vom Rückkaufpreis können weitere aufgeschobene Zeichnungsgebühren abgezogen falls jene Anteile einer Anteilklasse gehören, für die aufgeschobene Zeichnungsgebühren in den Verkaufsdokumenten vorgesehen sind. Der Rückkaufpreis pro Anteil muss innerhalb der vom Komplementär bestimmten und in den Verkaufsdokumenten vorgesehenen Zeitperiode gezahlt werden, unter Vorbehalt daß Anteilzertifikate, falls ausgestellt, und andere angeforderte Dokumente von der Gesellschaft erhalten worden sind, unter Vorbehalt von Artikel 26 der vorliegenden Satzung.

Der Komplementär kann die Frist, falls vorgesehen, die zur Einreichung eines Rücknahmeantrags jener Anteilklasse(n) erforderlich ist, bestimmen. Der spezifische Zeitraum für die Zahlung des Rückkaufpreises einer Anteilklasse der Gesellschaft, jede geltende Notifizierungsfrist sowie die Bedingungen seines Antrags werden in den Verkaufsdokumenten betreffend den Verkauf von Anteilen veröffentlicht.

Der Komplementär kann jedem ordnungsgemäß bevollmächtigtem Direktor oder jeden Mitarbeiter der Gesellschaft oder jede sonstige ordnungsgemäß bevollmächtigte Person damit beauftragen, Anträge für Rücknahmen entgegenzunehmen, und die entsprechende Zahlung in die Wege zu leiten.

Mit dem Einverständnis oder nach Anfrage des betroffenen Investors kann der Komplementär, unter Vorbehalt des Prinzips der gerechten Behandlung zwischen den Investoren, Rückkaufsanträge vollständig oder teilweise in natura begleichen, durch die Zuteilung, an den rückkaufenden Investor, von Vermögenswerten aus dem Portfolio, die einem Wert, welcher dem Nettovermögen der betroffenen zurückzukaufenden Wertpapiere entsprechen, wie in den Verkaufsdokumenten beschrieben.

Sofern vom Gesetz vorgeschrieben oder um die gerechte Behandlung aller Investoren zu gewährleisten, unterliegen solche Rückkäufe einem speziellen Prüfbericht, der vom Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft erstellt wird.

Die spezifischen Kosten solcher Rückkäufe in natura, und insbesondere die Kosten für den speziellen Prüfbericht tragen die Investoren, welche den Rückkauf in natura anfragen oder von einer Drittpartei, aber werden nicht von der Gesellschaft getragen außer wenn der Komplementär der Ansicht ist, daß der Rückkauf in natura im Interesse der Gesellschaft ist oder getätigt wird um deren Interessen zu schützen.

Jedweder Rückkaufsantrag ist unwiderrufbar, außer im Falle einer Rückkaufsaufhebung gemäß Artikel 26 der vorliegenden Satzung. In Ermangelung eines Widerrufs erfolgt der Rückkauf wie vorerwähnt, am ersten Bewertungstag nach der Aufhebung.

Jedweder Anteilinhaber kann durch einen Antrag den Umtausch aller oder eines Teils seiner Anteile in Anteile einer anderen Anteilklasse oder eines anderen Teilfonds, zum jeweilig für die betreffende Anteilklasse festgelegten Nettoinventarwert beantragen, vorausgesetzt daß der Komplementär Einschränkungen zwischen den Anteilklassen festlegen kann, wie in den Verkaufsdokumenten beschrieben, die unter anderem, die Häufigkeit der Umwandlungen festlegen können und den Umtausch einer in den Verkaufsdokumenten festgelegten Gebühr unterwerfen kann.

Der Umtauschantrag kann nicht angenommen werden solange jede vorhergehende Transaktion, welche die zu umtauschenden Anteile betreffen, nicht vom Anteilinhaber bezahlt worden sind.

Falls hinsichtlich eines Bewertungstags, die Rückkaufs- und Umtauschanträge sich über einer vom Komplementär festgelegten und in den Verkaufsdokumenten veröffentlichter Schwellwert des Nettoinventarwertes eines spezifischen Teilfonds befinden, so kann der Komplementär beschließen, daß die Bearbeitung eines Teils oder aller Anträge oder eines Teils oder aller Zahlungen solcher Anträge für eine Dauer aufgeschoben werden, welche der Komplementär als im besten Interesse des Teilfonds erachtet. Rückkäufe werden eingeschränkt so daß von allen Anteilinhaber die am selben Tag den Rückkauf ihrer Anteile anfordern, jeder ihrer Rückkauf- oder Umtauschanträge zum selben Prozentsatz berücksichtigt werden. Hinsichtlich des nächst geltenden Bewertungstag nach einer solchen Rückkaufsaufschubung, werden diese restlichen Rückkaufs- Umtauschanträge deren Bearbeitung aufgeschoben wurde, mit Vorrang gegenüber zeitlich späteren Anträge erfüllt, unter Vorbehalt der gleichen oben genannten Einschränkungen.

Unter besonderen Umständen, kann der Komplementär die Bearbeitung von Rückkaufs- und Umtauschanträgen aufschieben oder die Dauer der Zahlung des Rückkaufpreises verlängern, für eine Dauer die er als erforderlich befindet zur Veräusserung von Vermögenswerten und/oder zur Rückführung der Erträge vom Verkauf von Investitionen, im Falle von Hindernissen, die bedingt durch Markskontrollverordnungen oder ähnlichen Einschränkungen in Märkten, auf denen ein erheblicher Teil der Anlagen der Gesellschaft investiert sind oder in außergewöhnlichen Umständen, in denen die Liquidität der Gesellschaft nicht ausreichend ist, um die Rückkaufsanträge zu begleichen.

Wenn ein Rückkauf oder Umtausch von Anteilen den Wert des Anteilbestands eines einzelnen Anteilinhabers in einem Teilfonds oder einer Anteilklasse auf weniger als vom Komplementär von Zeit zu Zeit festgelegten Mindesthaltebetrag mindert, dann kann der Komplementär beschließen, daß dieser Antrag behandelt wird, als hätte der betreffende Anteilinhaber den Rückkauf beziehungsweise den Umtausch seiner sämtlichen Anteile dieses Teilfonds oder dieser Anteilklasse beantragt.

Der Komplementär kann, nach seinem freiem Ermessen, den Zwangsrückkauf oder -Umtausch der Anteile eines Anteilhabers beschließen, wenn der Wert seines Anteilbestandes weniger als der von Zeit zu Zeit vom Komplementär festzulegenden und in den Verkaufsdokumenten veröffentlichten Mindesthaltebetrag beträgt.

In außerordentlichen Umständen, hinsichtlich eines Liquiditätsmangels verschiedener Investitionen, die von verschiedenen Teilfonds getätigt wurden und den diesbezüglichen Schwierigkeiten den Nettoinventarwert der Anteile verschiedener Teilfonds zu bestimmen, kann die Bearbeitung der Rückkaufsanträge aufgeschoben werden und/oder die Ausgabe, der Rückkauf und Umtausch von Anteilen vom Komplementär aufgeschoben werden.

### Titel III. Haftung der Anteilhaber

**Art. 10.** Die Inhaber von Management-Anteilen (die "unbeschränkt haftenden Gesellschafter") sind gesamtschuldnerisch unbeschränkt für alle Verbindlichkeiten der Gesellschaft haftend, welche nicht aus den Vermögenswerten der Gesellschaft befriedigt werden können.

Die Inhaber Einfacher-Anteile (die "beschränkt haftenden Gesellschafter") ist es untersagt, für die Gesellschaft in irgendeiner Form zu handeln, außer durch Ausübung ihrer Rechte anlässlich von Anteilhaberversammlungen und haften ausschließlich für die Zahlung des ganzen Kaufpreises jedes von ihnen gezeichneten Einfachen-Anteils, das ausgegeben wurde sowie andere nicht nachgekommenen Verpflichtungen und Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft. Inhaber Einfacher-Anteile haften insbesondere nicht für die Schulden, Verpflichtungen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft, die über solche Zahlungserträge hinaus gehen.

**Art. 11.** Management-Anteile, die durch den Komplementär gehalten werden, können ausschließlich nur an dessen Nachfolger oder zusätzliche Komplementäre mit unbeschränkter Haftung übertragen werden.

### Titel IV. Management und Aufsicht

**Art. 12.** Die Gesellschaft wird durch FinAcc (der "Komplementär") verwaltet, in seiner Kapazität als unbeschränkt haftender Gesellschafter.

**Art. 13.** Dem Komplementär kommen die weitestreichenden Befugnisse zu, alle Handlungen im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verfügungen der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Zweck der Gesellschaft vorzunehmen. Alle Befugnisse, die nicht aufgrund des Gesetzes oder der Satzung der Generalversammlung der Anteilhaber vorbehalten sind, stehen dem Komplementär zu.

Der Komplementär ist nach dem Grundsatz der Risikostreuung berechtigt, die Gesellschafts- und Anlagepolitik, sowie die Richtlinien für die Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft festzulegen.

Der Komplementär ist ebenso berechtigt Beschränkungen festzulegen, die von Zeit zu Zeit Anwendung auf die Investitionen der Gesellschaft finden.

Er ist ermächtigt, für und im Namen der Gesellschaft alles zum Zwecke der Gesellschaft zu tun, und alle Handlungen vorzunehmen und alle Verträge oder andere Verpflichtungen einzugehen und auszuführen, die er für notwendig, angebracht, nützlich oder hierzu zugehörig erachtet.

Wenn nicht ausdrücklich anders bestimmt, soll und ist der Komplementär ermächtigt, in seinem Ermessen alle Rechte und Befugnisse für und im Namen der Gesellschaft auszuüben, die für die Erfüllung der Gesellschaftszwecke erforderlich oder diesen dienlich sind.

Der Komplementär kann von Zeit zu Zeit leitende Angestellte oder Bevollmächtigte der Gesellschaft ernennen, die für den Betrieb und die Leitung der Gesellschaft notwendig sind, hierbei ist jedoch zu beachten, dass die Kommanditisten nicht für die Gesellschaft handeln dürfen, ohne ihre beschränkte Haftung zu gefährden.

Die ernannten leitenden Angestellten und/oder Bevollmächtigten haben, wenn nichts anderweitig in dieser Satzung bestimmt, die Befugnisse und Pflichten, die ihnen durch den Komplementär übertragen werden.

Der Komplementär kann Sonderkomitees ernennen, wie z.B. Investitionskomitees und Beratungskomitees, wie ausführlicher in den Verkaufsdokumenten beschrieben, um verschiedene Aufgaben und Funktionen an diese(m) Komitee(s) zu übertragen.

**Art. 14.** Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber wirksam durch die Unterschrift des Komplementärs verpflichtet, welcher durch eine oder mehrere Zeichnungsbefugte vertreten werden kann, die vom Komplementär nach freiem Ermessen oder von anderen dazu ermächtigten Personen bevollmächtigt worden sind.

Jeder Rechtsstreit, in dem die Gesellschaft als Klägerin oder Beklagte auftritt, wird vom Komplementär im Namen der Gesellschaft geführt.

Im Falle der Geschäftsunfähigkeit, Liquidation oder einer anderen andauernden Situation, die den Komplementär an der Ausübung seiner Funktion als Geschäftsführer hindern, wird die Gesellschaft nicht aufgelöst und liquidiert, vorausgesetzt, daß die Person(en) welche Geschäftsführer des/der Komplementär(e)s zum Zeitpunkt dieser Ereignisse war/waren, einen Verwalter benennt, der nicht Anteilhaber sein muß, um alle dringende und reine Verwaltungshandlungen vorzunehmen, bis eine Anteilhaberversammlung abgehalten wird, die dieser Verwalter innerhalb von fünfzehn Tagen ab seiner Ernennung einberufen muss. Bei dieser Anteilhaberversammlung können die Anteilhaber mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Mindestanzahl und Mehrheit einen Nachfolger für den Komplementär bestimmen. Erfolgt keine solche Ernennung, wird die Gesellschaft aufgelöst und liquidiert.

**Art. 15. Co-Management und Pooling.** Der Komplementär kann die Anlage und die Anlageverwaltung aller oder eines Teils der sich im Portfolio befindenden Vermögenswerte die für zwei oder mehrere Teilfonds eingerichtet wurden auf einer gemeinsamen Basis veranlassen, oder aller oder eines Teils der sich im Portfolio der Gesellschaft befindenden Vermögenswerte auf einer gemeinsam verwalteten oder geclonten Basis mit Vermögenswerte die anderen Organismen für gemeinsame Anlagen gehören veranlassen, unter Vorbehalt einer angemessenen Beschreibung und Berücksichtigung der anwendbaren Verordnungen und wie näher in den Verkaufsdokumenten für den Verkauf von Anteilen beschrieben.

**Art. 16.** Ein Vertrag oder eine andere Transaktion zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder einem Unternehmen wird nicht aufgrund der Tatsache beeinträchtigt oder unwirksam, daß der Komplementär oder ein oder mehrere Anteilhaber, Geschäftsführer oder Mitarbeiter des Komplementärs ein Eigeninteresse daran hat/haben oder daß dieser ein Anteilhaber, Geschäftsführer, Vertreter oder Arbeitnehmer der anderen Gesellschaft oder des Unternehmens ist, mit der die Gesellschaft einen Vertrag abschließen will oder irgendwie geschäftlich tätig ist. Der Komplementär oder seine Mitarbeiter sind aufgrund ihrer Verbindung zu so einer anderen Gesellschaft oder Unternehmen nicht daran gehindert, alle Dinge, die im Zusammenhang mit so einem Vertrag oder anderen Geschäften stehen zu erwägen, über diese abzustimmen oder vorzunehmen.

**Art. 17.** Der Betrieb der Gesellschaft sowie seine finanzielle Situation, insbesondere seine Bücher werden von einem Unabhängigen Wirtschaftsprüfer ("réviseur d'entreprises agréé") überprüft, welcher den Bestimmungen des Luxemburger Gesetzes betreffend seiner Ehrbarkeit und Berufserfahrung und welcher die durch das Gesetz von 2007 vorgeschriebenen Pflichten übernimmt. Der unabhängige Wirtschaftsprüfer wird von der jährlichen Hauptversammlung der Anteilhaber gewählt und bleibt im Amt bis zur nächsten jährlichen Hauptversammlung der Anteilhaber und bis zur Ernennung seines Nachfolgers.

Der amtierende unabhängige Wirtschaftsprüfer kann nur von den Anteilhabern aus Schwerwiegenden Gründen abbestellt werden.

## **Titel V. Hauptversammlung**

**Art. 18.** Die Hauptversammlung der Anteilhaber repräsentiert alle Anteilhaber der Gesellschaft. Unbeschadet der Vorschriften vom Artikel 13 dieser Satzung und aller anderen Befugnisse, die dem Komplementär durch diese Satzung vorbehalten wurden, hat sie die Befugnis, Handlungen in Bezug auf den Betrieb der Gesellschaft zu beantragen, vorzunehmen oder zu ratifizieren, unter der Maßgabe, daß, falls nicht anderweitig hier bestimmt, kein Beschluss wirksam gefasst werden kann, der sich auf das Interesse der Gesellschaft gegenüber Drittpersonen oder auf Satzungsänderungen bezieht, außer daß dieser vom Komplementär genehmigt wurde.

Hauptversammlungen der Anteilhaber werden durch den Komplementär einberufen. Die Hauptversammlungen der Anteilhaber werden durch eine vom Komplementär ausgestellte Mitteilung einberufen, welche die Tagesordnung beinhaltet, und mindestens acht (8) Tage vor Abhalten der Versammlung per Einschreiben an die im Register eingetragene Adresse, eines jeden Anteilhabers zu übermitteln ist.

**Art. 19.** Die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber findet an jenem in der Einladung bezeichneten Ort am letzten Montag des Monats Mai um 11.00 Uhr (MEZ) statt. Sollte es sich bei diesem Tag nicht um einen Bankarbeitstag in Luxemburg handeln, findet die Versammlung an dem darauffolgenden Bankarbeitstag statt. Die Jahreshauptversammlung kann ebenfalls im Ausland abgehalten werden, falls dies nach absoluter und endgültiger Beurteilung des Komplementärs aufgrund außergewöhnlicher Umstände erforderlich sein sollte.

Andere Versammlungen der Anteilhaber können zu den in den jeweiligen Einberufungsschreiben bestimmten Zeiten und an den darin benannten Orten gehalten werden.

Sollten alle Anteilhaber bei der Hauptversammlung der Anteilhaber anwesend oder vertreten sein und erklären, ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden zu sein, kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Alle Anteilhaber sind eingeladen, an jeder Hauptversammlung der Anteilhaber teilzunehmen und zu sprechen. Ein Anteilhaber kann bei jeder Hauptversammlung der Anteilhaber handeln, indem er schriftlich oder durch Telefax oder durch andere Übertragungsmittel, die der Komplementär als geeignet erachtet und welche den Beweis für die Vollmachtserteilung erbringen, einen Dritten, der nicht Aktionär zu sein braucht, als seinen Vertreter bestimmen. Diese Vollmacht ist auch für alle erneut einberufenen Anteilhaberversammlungen wirksam, solange sie nicht widerrufen wurde. Den Vorsitz an allen Hauptversammlungen führt der Komplementär, oder eine durch den Komplementär ernannte Person. Der Vorsitzende einer solchen Hauptversammlung der Anteilhaber bestimmt einen Sekretär. Die Hauptversammlung kann einen Schriftführer wählen. Nach freiem Ermessen des Komplementärs, kann ein Anteilhaber an einer Hauptversammlung der Anteilhaber, per Videokonferenz oder anderen Telekommunikationsmittel bei welchen der Anteilhaber identifiziert werden kann, teilnehmen. Solche Mittel müssen dem Anteilhaber ermöglichen tatsächlich an einer solchen Hauptversammlung, deren Ablauf durchgehend an den Anteilhaber übertragen werden muss, mitzuwirken.

Soweit nicht anders gesetzlich oder in der vorliegenden Satzung geregelt, werden Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Anteilhaber mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Zu den abgegebenen Stimmen zählen nicht die in der Hauptversammlung vertretenen Anteile, für die die Anteilhaber nicht an der Abstimmung teilgenommen, sich enthalten oder ungültig abgestimmt haben. Soweit nicht anders in den vorliegenden

Statuten oder gesetzlich geregelt, wird kein Beschluß wirksam Gefaßt, welcher die Interesse der Gesellschaft gegenüber Dritten beeinflußt oder die Statuten abändert, es sei denn der Komplementär hat diesem zugestimmt.

**Art. 20.** Bei jeder für eine Satzungsänderung, einschließlich des Gesellschaftszwecks, oder für die Beschlussfassung über andere Gegenstände, für die das Gesetz sich auf die für eine Satzungsänderung erforderlichen Bedingungen bezieht, einberufenen Hauptversammlung der Anteilhaber, beträgt das Quorum nicht weniger als die Hälfte des ausgegebenen Anteilkapitals der Gesellschaft. Ist das Quorum nicht erreicht, kann in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften eine zweite Versammlung einberufen werden. Die Einberufungsmitteilung muss die Tagesordnung wiedergeben und das Datum und Ergebnis der vorhergehenden Versammlung angeben. Die zweite Versammlung kann unbeschadet der Anzahl der vertretenen Anteile wirksam Beschlüsse fassen.

In beiden Versammlungen müssen Beschlüsse durch zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden, unter der Maßgabe, dass kein Beschluss ohne die Zustimmung des Komplementärs wirksam gefasst werden kann.

**Art. 21.** Die Protokolle der Hauptversammlungen werden vom Sitzungsgremium unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig verwendet werden, werden durch den Komplementär unterzeichnet.

## **Titel VI. Geschäftsjahr, Gewinnverwendung**

**Art. 22.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

**Art. 23. Gewinnverwendung.** Nach Empfehlung des Komplementärs, kann die Hauptversammlung der Anteilhaber beschließen wie der Überschuss des jährlichen Nettoprofits verwendet wird und kann, vorausgesetzt daß der vom Komplementär vorgeschlagene Betrag nicht überschritten wird, Dividenden von Zeit zu Zeit festsetzen.

Auf Beschluss des Komplementärs können Zwischendividenden gezahlt werden.

Keine Ausschüttung von Dividenden darf vorgenommen werden, wenn dadurch das Kapital der Gesellschaft unter das gesetzliche Minimum fällt.

Eine Dividende, die festgesetzt wurde, jedoch nicht innerhalb von fünf Jahren ausgezahlt wurde, kann danach nicht mehr vom Inhaber eines solchen Anteils eingefordert werden, und der Anspruch gilt für den Inhaber eines solchen Anteils als verjährt und der jeweilige Betrag fällt dem entsprechenden Teilfonds zu.

Auf festgesetzte und nicht geltend gemachte, von der Gesellschaft für die Anteilhaber gehaltenen Dividenden, fallen keine Zinsen an.

## **Titel VII. Bewertungen - Ermittlung des Nettoinventarwerts**

**Art. 24. Berechnungstag/ Frequenz der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Anteil.** Der Nettoinventarwert der Anteile soll, zum Zwecke der Rückkäufe, Umtäusche und Ausgabe von Anteilen, periodisch von der Gesellschaft unter der Verantwortung des Komplementärs von Zeit zu Zeit ermittelt werden, jedoch auf keinen Fall weniger als ein Mal im Jahr, gemäß Anordnung des Komplementärs (wobei jeder Tag oder Zeitpunkt der Ermittlung des Nettoinventarwertes in der vorliegenden Satzung "Bewertungstag" genannt wird.

**Art. 25. Ermittlung des Nettoinventarwertes pro Anteil.** Der Nettoinventarwert der Anteile jeder Anteilklasse innerhalb eines Teilfonds (der "Nettoinventarwert") wird in der Referenzwährung der entsprechenden Anteilklasse (und/oder in einer vom Komplementär von Zeit zu Zeit festgelegten Währung) als Pro-Anteil-Wert ausgedrückt und wird, für jeden Bewertungstag festgelegt indem, das einer Anteilklasse und/oder Teilfonds zuteilbarem Nettovermögen der Gesellschaft, bei dem es sich um die Vermögenswerte der Gesellschaft bezogen auf die jeweilige Anteilklasse und/oder Teilfonds abzüglich ihrer Verbindlichkeiten handelt, an jenem Bewertungstag, durch die Anzahl der sich im Umlauf befindlichen Anteile der betreffenden Anteilklasse und/oder Teilfonds dividiert wird, gemäß den nachstehend beschriebenen Regeln.

Der Nettoinventarwert pro Anteil kann bis zu zwei Dezimalstellen gerechnet werden.

Falls, seit dem Zeitpunkt der Ermittlung des Nettoinventarwertes am entsprechenden Bewertungstag wesentliche Änderungen in den Bewertungen der Anlagen eines entsprechenden Teilfonds stattgefunden haben, kann der Komplementär, zwecks Schutz der Interessen der Anteilhaber und der Gesellschaft, die erste Ermittlung annullieren und eine zweite Ermittlung durchführen.

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft umfassen (ohne Einschränkung):

- 1) sämtliche Bar- oder Kontoguthaben, einschließlich jeder darauf aufgelaufenen Zinsen;
- 2) sämtliche Wechselscheine, Anleihepapiere und fällige Forderungen (einschließlich des Erlöses von verkauften jedoch nicht gelieferten Wertpapieren);
- 3) sämtliche Obligationen, befristeten Anleihepapiere, Depotscheine, Anteile, Aktien, Schuldverschreibungen, Debenure Stocks (Obligationen mit Treuhandsicherung), Zeichnungsrechte, Warrants, Optionen und sonstigen Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, die im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für die die Gesellschaft einen vertraglichen Anspruch erworben hat;
- 4) sämtliche der Gesellschaft geschuldeten Kapitaldividenden, Bardividenden und Barzahlungen in dem Ausmaß, in dem der Gesellschaft darüber Informationen in angemessener Weise zur Verfügung stehen;



5) sämtliche auf den von der Gesellschaft gehaltenen verzinslichen Wertpapieren aufgelaufene Zinsen, außer wenn diese Zinsen im Nennwert des entsprechenden Wertpapiers inbegriffen oder wiedergegeben sind;

6) die Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und den Vertrieb der Anteile der Gesellschaft, soweit dieselben nicht abgeschrieben wurden

7) der Liquidationswert sämtlicher Termingeschäfte und Terminkontrakte und alle Kauf- und Verkaufsoptionen, in welchen die Gesellschaft offene Positionen hält; und

8) alle sonstigen Vermögenswerte jedweder Art und Natur, einschließlich der vorausbezahlten Aufwendungen und Kosten.

Zum Zwecke der Festlegung des Nettoinventarwertes, wird der Wert dieser Vermögenswerte folgendermaßen festgelegt:

(a) Finanzierungsinstrumente, die nicht an einer Wertpapierbörse oder an einem anderen regeltem Markt, der anerkannt, ordnungsgemäß funktiert und für das Publikum offen ist, werden wie folgt ermittelt. Der Wert jeder Anleihe ist zu definieren als Buchwert zuzüglich bis zum Bewertungstag angefallene Zinsen, gemäß der folgenden Formel:

Buchwert = Nominalwert - Wertverfallskosten - Hauptrückzahlungen der Anleihe

Demzufolge wird der Wert der Anleihe berechnet indem man vom Nennwert der Anleihe, jede bis zum Bewertungstag anfallende Wertverfallskosten und Hauptrückzahlungen der Anleihe ausschließt. Jede durch Verpflichtungen entstandene und an den PFIs zu zahlende Gebühren werden nicht in der Berechnung des Buchwertes der Anleihe integriert. Der Nettoinventarwert wird angepasst, falls ermessens, um z.B. im Falle bedeutender Schwankungen der Zinsraten auf den entsprechenden Märkte oder nach Abschätzung des Komplementärs der Kreditwürdigkeit der entsprechenden Finanzierungsinstrumente.

Der Komplementär wird seine bestmögliche Bemühungen einsetzen, um diese Bewertungsmethode durchgehend bestimmen zu können sowie Änderungen vorzuschlagen, falls angebracht, , um zu gewährleisten, daß die Finanzierungsinstrumente zu ihrem fairen Marktpreis bewertet werden, wie vom Komplementär, im guten Glauben, festgelegt. Für den Fall, daß der Komplementär der Meinung ist, daß eine Abweichung dieser Bewertungsmethode einen erheblichen Wertverlust oder andere unfaire Resultate für die Anteilhaber hervorbringt, ist der Komplementär befugt, solche angemessene Anpassungen vorzunehmen, falls dieser diese als nötig erachtet, um einen Wertverlust oder unfaire Resultate, soweit angemessen durchführbar, zu beseitigen oder zu mindern.

(b) Kapitalinvestitionen werden auf die gleiche Weise wie Anleiheinstrumente bewertet. Jedoch, wird der Nettoinventarwert eines Aktieninstruments definiert als der Buchwert zuzüglich jeder anfallenden Dividendenzahlungen. Der Nettoinventarwert jedes Aktieninstruments wird in deren Währung ausgedrückt und können zur nächsten Währungseinheit nach oben oder unten abgerundet werden.

(c) der Wert sämtlicher Bar- oder Kontoguthaben, Wechselscheine, Anleihepapiere und fällige Forderungen, vorausgezählter Auslagen, Bardividenden und erklärter oder aufgelaufener Zinsen und, wie zuvor beschrieben noch nicht erhalten, soll, solange die Zahlung noch nicht erfolgt ist, den vollen diesbezüglichen Betrag darstellen, es sei denn, dass die Zahlung den Erhalt dieses vollen Betrages unwahrscheinlich ist, in welchem Fall der diesbezügliche Wert sich nach einem Abschlag bestimmt, der nach Meinung des Komplementärs den wahren Wert widerspiegelt.

(d) der Wert von Vermögenswerte, die an jedweder Wertpapierbörse notiert oder gehandelt sind, basiert auf dem zuletzt zur Verfügung stehenden Preis der Wertpapierbörse, welcher normalerweise der Hauptmarkt solcher Vermögenswerte ist.

(e) der Wert von Vermögenswerte die an andere regulierte Märkte gehandelt werden, bezieht sich auf dem zuletzt zur Verfügung stehenden Preis.

(f) der Wert von Anteilen oder Aktien der zugrunde liegenden Teilfonds bezieht sich auf deren zuletzt angegebenen Nettovermögenswert. Andere Bewertungsmethoden können angewendet werden um den Preis dieser Anteile oder Aktien anzupassen, falls es, gemäß der Meinung der Gesellschaft, seit dem der Nettovermögenswert berechnet wurde, Änderungen in der Bewertung gab.

Für den Zweck der Ermittlung des Vermögenswertes der Gesellschaft, kann die Administrationsstelle, welche aufgrund ihrer allgemeinen Sorgfallspflicht und in dieser Hinsicht zu leistenden Pflichten, wenn sie das Nettowertvermögen berechnet, sich vollständig und alleine, es sei denn es gibt einen offenkundigen Fehler oder eine Nachlässigkeit seinerseits, auf die von (i) verschiedenen auf dem Markt erhältliche Preisquellen wie Preisagenturen (z.B. Bloomberg, Reuters, etc.) oder Fondsadministratoren, (ii) von Brokern, oder (iii) von einem durch den Komplementär zu diesem Zwecke ordnungsgemäß genehmigten Spezialist verlassen. Letztendlich, (iv) in den Fällen, wo keine Preise ermittelt werden können oder wenn die Bewertung nicht ordnungsgemäß festgelegt werden kann, ist es der Administrationsstelle erlaubt sich auf die Bewertung des Komplementär zu beruhen.

In Umständen wo (i) eine oder mehrere Preisquellen nicht in der Lage sind der Administrationsstelle Bewertungen zu erbringen, welche eine maßgebliche Auswirkung auf den Nettoinventarwert hätten, oder falls (ii) die Bewertung von/eines Vermögenswerten(s) nicht, wie erforderlich, schnell und exakt ermittelt werden kann, ist es der Administrationstelle erlaubt die Berechnung des Nettoinventarwertes aufzuschieben und wird demzufolge nicht in der Lage sein die Ausgabe-, Rückkauf- und Umtauschpreise zu ermitteln. Falls solch eine Situation eintreffen soll, muss die Administrationstelle den

Komplementär sofort darüber in Kenntnis setzen. Der Komplementär kann die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes, gemäß der in Artikel 26 der vorliegenden Satzung beschriebenen Prozeduren beschließen.

Falls, der für jene Vermögenswerte gemäß Unterabsätze (a), (c) oder (d) ermittelte Preis nicht den fairen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte darstellt, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf Basis des angemessenerweise zu erwartenden Verkaufskurses festgelegt, der mit Vorsicht und in gutem Glauben ermittelt wird.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht in der Referenzwährung eines Teilfonds ausgedrückt sind, werden in der Referenzwährung solch eines Teilfonds zum Wechselkurs, der in Luxemburg an dem entsprechenden Bewertungstag gilt umgewandelt. Falls solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs in gutem Glauben oder gemäß solche vom Komplementär bestimmten Verfahren festgelegt.

Der Komplementär kann, nach seinem freiem Ermessen erlauben, daß andere Bewertungsmethoden Anwendung finden, falls er der Auffassung ist, daß solch eine Bewertung den fairen Wert der Vermögenswerte der Gesellschaft besser widerspiegelt.

Um Zweifel zu vermeiden, sind die Bestimmungen dieses Artikels 25, Regeln die zur Ermittlung des Nettinventarwertes pro Anteil dienen und diese sind nicht dazu bestimmt die Handhabung der Buchhaltung oder den rechtlichen Gebrauch der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft oder jener von der Gesellschaft ausgegebenen Wertpapiere zu beeinflussen.

#### II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen (ohne Einschränkung):

- 1) sämtliche Anleihen, abgesichert oder nicht so wie z.B Anleihepapiere, Wechselscheine und zahlbare Forderungen;
- 2) sämtliche aufgelaufene Zinsen der Anleihen der Gesellschaft (inklusive die mit solchen Anleihen verbundene Kosten);
- 3) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Gebühren und Kosten (einschließlich aber nicht ausschließlich administrative Kosten, Verwaltungsgebühren, inklusive Leistungsgebühren, falls anwendbar, Depotbankgebühren, Gebühren der Administrationstelle und der Register- und Transferstelle);
- 4) sämtliche bekannte jetzigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich sämtlicher fällig gewordener vertraglicher Verpflichtungen zur Zahlung in bar oder in Gütern, einschließlich des Betrags jedweder von der Gesellschaft festgesetzten nicht ausgeschütteten Dividenden;
- 5) eine von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegte angemessene Rückstellung für bis zum Bewertungstag aufgelaufene Steuern auf das Kapital und die Erträge, und andere Reserven (falls vorhanden), soweit Ermächtigung und Zustimmung des Komplementär vorliegen, so wie jener Betrag (falls vorhanden) der vom Komplementär als angemessene Zuordnung hinsichtlich jeder eventueller Verpflichtungen betrachtet wird;
- 6) sämtliche sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft jedweder Art und Natur in Übereinstimmung mit den generell akzeptierten Buchhaltungsprinzipien. Bei der Bestimmung des Betrags dieser Verbindlichkeiten hat die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Ausgaben zu berücksichtigen; diese Ausgaben können unter anderem die an dem Komplementär zu zahlenden Gebühren, die Vergütungen für Anlageberater oder Anlageverwalter, inklusive Leistungsprämien, falls vorhanden, Gebühren und Kosten für die Depotbank und deren Korrespondenzbanken, Domizilstelle und Vertreter der Gesellschaft, Administrationsstelle, Registrierungs- und Transferstelle, Listingagenten, jedwede Zahlstelle, jedwede Vertriebsstelle, jedwede ständigen Vertreter in den Registrierungsorten, jedwede sonstige durch die Gesellschaft angestellte Agenten, Kosten und Gebühren im Zusammenhang mit Rechtsbeistand, Buchhaltung- und Wirtschaftsprüfungsdienstleistungen, jedwede Kosten und Gebühren im Zusammenhang mit der Eintragung und Fortführung der Eintragung der Gesellschaft mit jedweden staatlichen Behörden oder Börse im Großherzogtum Luxemburg und in jedem anderen Land, Berichts- und Veröffentlichungsaufwendungen, einschließlich der Kosten für Erstellung, den Druck, Werbung und Verbreitung von Prospekten, erklärende Memoranden, periodische Berichte oder Eintragungsbestätigungen, gegebenenfalls die Kosten für den Druck der Anteilzertifikate, sowie die Kosten jedweder Berichte an die Anteilinhaber, die zur Ermittlung des Nettoinventarwertes der Gesellschaft entstandenen Kosten, die zur Einberufung und Abhaltung der Hauptversammlung der Anteilinhaber entstandenen Kosten, sämtliche Steuern, Abgaben, behördliche und sonstige Gebühren, und sämtliche sonstigen Betriebsausgaben, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, angemessene Reisekosten im Zusammenhang mit der Auswahl von lokalen und regionalen Investitionsstrukturen und Anlage in solchen Investmentstrukturen, gegebenenfalls die Kosten der Veröffentlichung der Rückkaufs- und Umtauschpreise, Zinsen, Bankspesen, Währungsumrechnungskosten und Maklergebühren, Post-, Telefon- und Telexgebühren. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Aufwendungen regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage ihrer geschätzten Höhe anteilmäßig jährlich oder für sonstige Zeiträume verbuchen, und kann diese gleichmäßig über diese Zeitspanne verteilt zurückstellen.

III. Die Gesellschaft wird eine separate Vermögens- und Verpflichtungsmasse für jeden Teilfonds errichten und die Vermögenswerte und Verpflichtungen werden wie folgt zugeteilt:

- (a) innerhalb jeden Teilfonds, kann der Komplementär die Ausgabe von Anteilklassen beschließen, die sich durch bestimmte Bedingungen und Konditionen, unter anderem durch (i) eine bestimmte Ausgabepolitik, welche deren Anteilinhaber auf Dividenden oder keine Ausschüttungen berechtigt, (ii) durch bestimmte Zeichnungs- und Rücknahmegebühren, (iii) eine bestimmte Gebührenstruktur oder (iv) andere spezifische Merkmale unterscheiden;

(b) falls ein Teilfonds Anteile von zwei oder mehreren Anteilklassen ausgibt, werden die zum entsprechendem Teilfonds zuteilbaren Vermögenswerte, gemäß dem spezifischen Anlagepolitik, Anlagestrategie und Einschränkungen des betroffenen Teilfonds angelegt;

(c) die Nettoerlöse der Ausgabe von Anteilen einer Anteilklasse werden in den Gesellschaftsbüchern dieser Anteilklassen angewandt und die Aktiva und Passiva sowie die Erträge und Ausgaben die der betreffenden Anteilklasse zugewiesen werden können, werden dieser Anteilklasse zugewiesen, gemäß den nachstehenden Bestimmungen;

(d) falls Erträge oder Vermögenswerte sich aus einem anderen Vermögenswert ergeben, so wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Gesellschaftsbüchern demselben Teilfonds oder derselben Anteilklasse zugeordnet wie diejenigen Vermögenswerte, von welchem er abgeleitet wurde, und anlässlich jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Wertsteigerung oder die Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds oder Anteilklasse zugeordnet;

(e) falls eine Verbindlichkeit der Gesellschaft einem bestimmten Teilfonds oder einer Anteilklasse oder eine Maßnahme im Zusammenhang mit einem Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Anteilklasse der Gesellschaft steht, wird diese Verbindlichkeit dem relevanten Teilfonds oder Anteilklasse zugewiesen;

(f) falls Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten der Gesellschaft keinem bestimmten Teilfonds oder Anteilklasse zugeordnet werden können, werden die betreffenden Vermögenswerte oder Verbindlichkeiten anteilmäßig zum jeweiligen Nettovermögenswert der Teilfonds oder Anteilklassen verteilt, oder nach einer anderen vom Komplementär in gutem Glauben bestimmten Weise; und

(g) bei der Zahlung von Dividenden an die Anteilhaber jedweder Anteilklasse, wird der Betrag dieser Dividenden den Nettovermögenswert dieser Anteilklasse verringern.

Alle Bewertungsbestimmungen und -vorschriften werden gemäß den allgemein anerkannten Buchführungsprinzipien interpretiert und vorgenommen.

Sofern nicht Bösgläubigkeit, schwere Nachlässigkeit oder ein offensichtlicher Irrtum vorliegt, ist jedwede Entscheidung im Rahmen der Berechnung des Nettovermögenswerts, die vom Komplementär oder von einer vom Komplementär zur Berechnung des Nettoinventarwertes bevollmächtigten Person, getroffen wird, endgültig und bindend für die Gesellschaft und die gegenwärtigen, früheren oder zukünftigen Anteilhaber.

#### IV. Zum Zwecke des vorliegenden Artikels:

1) Anteile der Gesellschaft, die gemäß Artikel 9 dieser Satzung zurückgenommen werden sollen, werden als existierende Anteile behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt berücksichtigt, den der Komplementär in Bezug auf den Bewertungstag festlegt, an dem die Bewertung erfolgt, und gelten von diesem genannten Zeitpunkt an und bis zur Zahlung ihres Preises als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2) die auszugebenden Anteile der Gesellschaft werden, als ausgegeben behandelt ab dem Zeitpunkt, den der Komplementär in Bezug auf den Bewertungstag festlegt, an dem die Bewertung erfolgt, berücksichtigt und gelten ab dem genannten Zeitpunkt an und bis zur Erhaltung ihres Preises als eine Forderung der Gesellschaft;

3) alle Anlagen, Barmittel und sonstige Vermögenswerte, die auf Währungen lauten, bei denen es sich nicht um die Referenzwährung des entsprechenden Teilfonds handelt, werden unter Berücksichtigung des zum Zeitpunkt der Ermittlung des Nettoinventarwertes geltenden Marktkurse oder Wechselkurse bewertet;

4) Falls die Gesellschaft an jenem Bewertungstag vertraglich abgeschlossen hat:

- Vermögenswerte zu erwerben, wird der Wert des zu zahlenden Gegenwertes solch eines Vermögenswertes als Verbindlichkeit der Gesellschaft angegeben und der Wert dieses zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Aktiva der Gesellschaft angegeben;

- Vermögenswerte zu verkaufen, wird der Wert des zu erhaltenden Gegenwertes solch eines Vermögenswertes als Aktiva der Gesellschaft angegeben und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht in der Aktiva der Gesellschaft inbegriffen;

allerdings unter Vorbehalt, daß falls der genaue Wert oder die genaue Natur des Gegenwertes solch eines Vermögenswertes nicht am Bewertungstag bekannt ist, sein Wert von der Gesellschaft ermittelt werden kann.

**Art. 26. Zeitweise Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Anteil und Ausgabe von Anteilen.** Die Gesellschaft kann die Ermittlung des Nettoinventarwertes jedes einzelnen oder mehrere Teilfonds sowie die Ausgabe, Rücknahme und Umtausch von Anteilen eines solchen/solcher Teilfonds aussetzen:

(a) für jede Periode während welcher eine der Wertpapierbörsen oder wichtigsten geregelten Märkten, an denen, von Zeit zu Zeit, ein wesentlicher Teil der auf einen bestimmten Teilfonds bezogenen Anlagen der Gesellschaft notiert sind oder gehandelt werden, geschlossen ist (außer der üblichen Feiertage), oder während welcher, der dortige Handel begrenzt oder vorübergehend eingestellt ist, unter Vorbehalt daß solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertungen der Anlagen beeinflussen, die einem solchen Teilfonds zuschreibbar sind, der dort notiert ist; oder

(b) für jede Periode, aufgrund welcher politische, wirtschaftliche, militärische oder monetarische Ereignisse oder Umstände welche außerhalb der Kontrolle, Verantwortung und Macht des Komplementärs liegen, oder im Falle einer Staatsangelegenheit, die nach Ansicht des Komplementärs eine Notlage darstellt, welche die Veräußerungen oder Bewertungen der Vermögenswerte, die solch einem Teilfonds zugewiesen werden können nicht angemessen durchzuführen

sind oder unumstrittener Weise ernsthaft zum Nachteil der Interesse der Anteilhaber sind, oder falls nach der Ansicht des Komplementärs, gegebenenfalls, der Rückkauf- oder Umtauschpreis nicht auf fairer Basis ermittelbar ist; oder

(c) im Falle des Ausfalls der normalerweise zur Bestimmung des Preises oder des Werts bestimmter teilfondsbezogenen Anlagen der Gesellschaft oder der aktuellen Preise oder Werte an jedweder Börse oder jedwedem Markt benutzen Kommunikations- oder Berechnungsmittel, hinsichtlich der zu einem solchen Teilfonds zuzuweisenden Vermögenswerte; oder

(d) während jeder Periode, in welcher die Gesellschaft die Rückführung der Gelder zwecks Zahlung des Rückkaufspreises der Anteile eines bestimmten Teilfonds nicht bewerkstelligen kann, oder während welcher jedwede Übertragung von Geldern für die Realisierung oder den Kauf von Anlagen oder für die Zahlung des Rückkaufspreises von Anteilen nach Meinung des Komplementärs nicht zu üblichen Wechselkursen erfolgen kann; oder

(e) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung einer Bekanntmachung zur Einberufung einer außergewöhnlichen Hauptversammlung der Anteilhaber zwecks Auflösung der Gesellschaft oder eines Teilfonds, oder Verschmelzung der Gesellschaft oder eines Teilfonds, oder einer Mitteilung an die Anteilhaber über die Beschlussfassung des Komplementärs, jedwede Teilfonds zu liquidieren oder zu verschmelzen; oder

(f) wenn aus irgendeinem anderen Grund, die Preise irgendwelcher der Gesellschaft angehörigen Anlagen, welche einem Teilfonds zugewiesen werden können, nicht sofort oder nicht zutreffend bestimmt werden können.

Eine Mitteilung betreffend den Anfang und das Ende solch einer vorübergehenden Aufschiebung wird von der Gesellschaft an alle betroffene Anteilhaber gerichtet, z.B. jene, welche Zeichnungs, Rücknahme- und Umwandlungsanträge von Anteilen eingereicht haben für welche die Berechnung des Nettoinventarwertes ausgesetzt wurde.

Jeder Antrag auf Zeichnung, Rücknahme oder Umtausch von Anteilen ist unwiderruflich, außer im Fall einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes des betreffenden Teilfonds oder Anteilklasse oder einer Verschiebung des Antrags, wie hierin und in den Verkaufsdokumenten beschrieben, in welchem Fall die Anteilhaber mitteilen können, daß sie den Wunsch haben ihren Antrag zu widerrufen. Falls eine solche Mitteilung nicht von der Gesellschaft erhalten wurde, wird ein solcher Antrag am ersten, nach dem Ende der Aussetzungsperiode anwendbaren Bewertungstag behandelt.

Das oben erwähnte gilt mutatis mutandis einzeln für jede Anteilklassen eines Teilfonds, falls relevant.

**Art. 27. Depotbankvertrag.** Die Gesellschaft muss einen Vertrag mit einer Depotbank abschließen, welche die in Luxemburger Gesetzen festgelegte Vorschriften erfüllt und insbesondere dem Gesetz von 2007 beachtet ("die Depotbank").

Wünscht die Depotbank vom Vertrag zurückzutreten, sei es freiwillig oder nicht, so verbleibt die Depotbank in ihren Funktionen bis zu der Ernennung, welche innerhalb von zwei Monaten erfolgen muss, einer anderen geeigneten Kreditinstitution.

### Titel VIII. Auflösung, Liquidation

**Art. 28.** Im Falle der Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren die von der diese Auflösung beschließenden Hauptversammlung der Anteilhaber auf Vorschlag des Komplementärs ernannt werden. Eine solche Hauptversammlung der Anteilhaber legt deren Befugnisse und Vergütung fest. Der Nettoerlös der Auflösung wird an die Anteilhaber in natura gezahlt.

**Art. 29. Zusammenlegung von Teilfonds oder von Anteilklassen.** Falls aus irgendeinem Grund der Nettoinventarwert irgendeines Teilfonds oder irgendeiner Anteilklasse unter einen Betrag fällt oder diesen nicht erreicht, welcher vom Komplementär für einen solchen Teilfonds oder eine solche Anteilklasse als Mindestanlage festgelegt wurde, um diese wirtschaftlich sinnvoll zu verwalten oder falls sich die wirtschaftliche, monetarische oder politische Situation für den betroffenen Teilfonds oder die Anteilklasse dahingehend ändert, daß diese Änderung ernsthafte negative Auswirkungen für die Anlagen des Teilfonds oder der Anteilklassen haben würden, oder hinsichtlich einer wirtschaftlichen Rationalisierung, kann der Komplementär den zwangsweisen Rückkauf aller in solch einem Teilfonds oder solch einer Anteilklasse ausgegebenen Anteile zu ihrem Nettoinventarwert beschließen (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Erlöse aus der Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten), welcher an dem Bewertungstag festgelegt wird, an dem eine solche Entscheidung wirksam wird. Die Gesellschaft läßt den vom Zwangsrückkauf betroffenen Anteilhaber vor Beginn des wirksamen Datums solch eines zwangsweisen Rückkaufs, eine schriftliche Mitteilung zukommen, welche die Gründe für den Rückkauf und den Ablauf der Rückkaufstransaktionen darlegt. Sofern im Interesse der oder zwecks Gleichbehandlung aller Anteilhaber kein anderslautender Beschluss ergeht, können die Anteilhaber des betroffenen Teilfonds oder betroffener Anteilklasse weiterhin gebührenfreie Rückkaufs- und Umtauschanträge (falls angebracht) bis zum wirksamen Datum des zwangsweisen Rückkaufs stellen (wobei die tatsächlichen Erlöse aus der Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten berücksichtigt werden).

Ungeachtet der durch den vorstehenden Abschnitt dem Komplementär übertragenen Rechte, kann die Hauptversammlung der Anteilhaber jedweden Teilfonds oder jedweder Anteilklasse, nach entsprechendem Vorschlag durch den Komplementär und dessen Zustimmung, alle Anteile eines solchen Teilfonds oder Anteilklasse zurückkaufen und den Anteilhaber den Nettoinventarwert ihrer Anteile (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Preise für die Liquidierung der Anlagen und Liquidationskosten) zurückerstatten, der an dem Bewertungstag, an dem eine solche Entscheidung in

Kraft tritt, errechnet wird. Für solche Hauptversammlungen von Anteilhabern gibt es keine Quorumanforderungen und jedweder Beschluss wird durch einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

Vermögenswerte, die den Begünstigten nach Umsetzung des Rückkaufes nicht ausgezahlt werden können, werden bei der Caisse de Consignation zugunsten der berechtigten Personen hinterlegt.

Unter den im ersten Absatz genannten Bedingungen dieses Abschnittes kann der Komplementär beschliessen, die Vermögenswerte eines existierenden Teilfonds einem anderen Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, oder einem anderen Teilfonds eines solchem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen (der „Neue Teilfonds“) zuzuteilen, und die Anteile des betroffenen Teilfonds als Aktien oder Anleihepapiere des Neuen Teilfonds zu kennzeichnen (falls nötig in Folge einer Teilung oder einer Verschmelzung und unter Zahlung eines entsprechenden Betrages bzgl. jedweden Bruchteils an die Anteilhaber). Eine solche Entscheidung wird nach der selben Methode wie im ersten Absatz dieses Abschnittes beschrieben (ausserdem enthält die Mitteilung zusätzliche Informationen hinsichtlich des Neuen Teilfonds), einen Monat vor Inkrafttreten dieser Verschmelzung veröffentlicht, um den Anteilhabern einen Antrag auf gebührenfreien Rückkauf oder Umtausch während dieses Zeitraums zu ermöglichen. Nach solch einer Periode, wird die Entscheidung für solche Anteilhaber bindend, welche nicht von dieser Möglichkeit Gebrauch gemacht haben. Falls jedoch die Verschmelzung mit einem vertraglichem Organismus für gemeinsame Anlagen (fonds commun de placement) oder mit einem im Ausland bestehendem Organismus für gemeinsame Anlagen durchzuführen ist, wird die Entscheidung nur für solche Anteilhaber bindend, welche ausdrücklich der Verschmelzung zustimmen.

Ungeachtet der durch den vorstehenden Absatz dem Komplementär übertragenen Rechte, kann die Einbringung der Aktiva und Passiva die einem Teilfonds zugewiesen werden können an einem anderen Teilfonds der Gesellschaft durch Beschluß einer Versammlung der Anteilhaber des betroffenen Teilfonds beschlossen werden, deren Beschlüsse, für solch eine Verschmelzung, keinem Quorum obliegt und durch einfache Mehrheit der an dieser Versammlung anwesenden oder vertretenden Anteilhaber gefasst werden.

Die Einbringung der Aktiva und Passiva die einem Teilfonds zugewiesen werden können an einem anderen Teilfonds oder an einem, unter dem vierten Absatz dieses Abschnittes beschriebenen, anderen Organismus für gemeinsame Anlagen oder an einem anderen Teilfonds eines solchen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen, benötigt einen Beschluß der Anteilhaber des betroffenen Teilfonds, welcher keiner Beschlussfähigkeitsvorschriften obliegt und durch einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenden Anteilhaber gefasst wird, es sei denn die Verschmelzung ist mit einem vertraglichem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen (fonds commun de placement) oder mit einem im Ausland bestehendem Organismus für gemeinsame Anlagen durchzuführen, in welchem Falle Beschlüsse nur für solche Anteilhaber bindend sind welche solch einer Verschmelzung zugestimmt haben.

### **Titel IX. Allgemeine Bestimmungen**

**Art. 30.** Sämtliche nicht in der vorliegenden Satzung Angelegenheiten unterliegen dem Gesetz vom 10. August 1915 betreffend Handelsgesellschaften, in seiner abgeänderten Fassung, und dem Gesetz von 2007.

### **Titel X. Vorübergehende Bestimmungen**

Ungeachtet des Artikels 19 der vorliegenden Satzung, wird die erste Jahreshauptversammlung der Anteilhaber am ersten Montag des Monats Mai 2011 um 11.00 Uhr stattfinden. Sollte es sich bei diesem Tag nicht um einen Bankarbeitstag in Luxemburg handeln, findet die Versammlung an dem darauffolgenden Bankarbeitstag statt.

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2010.

#### *Kapitalzeichnung und Einzahlung*

Die Erschienenen haben für eine Anteilmenge gezeichnet und haben die Beträge, wie folgt in bar eingezahlt gezahlt:

Name der Zeichnenden	Management -Anteile	Einfache Anteile	Gezeichnetes Kapital	Bei der Gründung eingezahltes Kapital
1.- FinAcc . . . . .	1	1	2,000 EUR	2,000 EUR
2.- Frankfurt School of Finance and Management GmbH . . . . .	0	29	29,000 EUR	29,000 EUR
Total . . . . .	1	30	31,000 EUR	31,000 EUR

Die Einzahlung in bar von 31.000 EUR wurde dem unterzeichnetem Notar nachgewiesen.

#### *Kosten*

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Lasten jedweder Form, die aufgrund der Gründung anfallen werden auf EUR 3.000,- geschätzt und von der Gesellschaft getragen.

*Bestätigung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in den Artikeln 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

*Generalversammlung der Anteilsinhaber*

Die vorstehend genannten Personen, welche das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und welche sich als rechters einberufen bekennen, haben unmittelbar eine ausserordentliche Generalversammlung abgehalten.

Nach Feststellung seiner wirksamen Einberufung, haben diese die folgenden Beschlüsse einstimmig gefasst.

*Erster Beschluss*

Bis zur nächsten jährlichen Anteilinhaberhauptversammlung wird nachfolgend als Wirtschaftsprüfer ernannt: Deloitte S.A., mit eingetragenem Sitz in 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxemburg.

*Zweiter Beschluss*

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der die Englische Sprache spricht und versteht, stellt hiermit fest, daß auf Anfrage der obengenannten erschienenen Personen, die vorliegende Ausfertigung in englischer Sprache ausgedrückt ist und mit einer deutschen Übersetzung, auf Anfrage der selben obengenannten erschienenen Personen, versehen wurde und daß im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, an dem Tag wie anfangs in diesem Dokument eingetragen.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen vorgelesen wurde, die dem Notar bekannt sind durch ihren Namen, Vornamen, zivilen Status und Wohnort, haben diese erschienenen Personen zusammen mit uns, Notar, die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: A.-G. DELABYE und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 juillet 2010. Relation: LAC/2010/31851. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)  
Le Receveur (signé): F. SANDT.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. Juli 2010.

Référence de publication: 2010102603/1445.

(100116225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juillet 2010.

**Allianz PIMCO Euro Bond Real Return, Fonds Commun de Placement.**

Die Allianz Global Investors Luxembourg S.A. (die "Verwaltungsgesellschaft") gibt bekannt, dass mit Ablauf des 27. August 2010 (der "Stichtag") der folgende Fonds verschmolzen wurde:

untergehender Fonds	aufnehmender Fonds
Allianz PIMCO Euro Bond Real Return A (EUR)	cominvest InflationsSchutz P (EUR)
Allianz PIMCO Euro Bond Real Return P (EUR)	cominvest InflationsSchutz P (EUR)
Allianz PIMCO Euro Bond Real Return I (EUR)	cominvest InflationsSchutz P (EUR)

Aufgrund der Verschmelzung wurde der untergehende Fonds Allianz PIMCO Euro Bond Real Return aufgelöst.

Senningerberg, August 2010.

*Die Verwaltungsgesellschaft.*

Référence de publication: 2010118793/755/13.

**UniGarant: Best of EurAsia (2010), Fonds Commun de Placement.**

Der Liquidationserlös des zum 31. März 2010 aufgelösten Fonds UniGarant: Best of EurAsia wurde den Depotinhabern durch die depotführenden Stellen gutgeschrieben. Die Verwaltungsgesellschaft erklärt die Liquidation somit für abgeschlossen.

Luxemburg, im September 2010.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2010118786/1460/9.

**DFW-Immo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5691 Ellange, 40, ZAE Le Triangle.  
R.C.S. Luxembourg B 153.597.

—  
RECTIFICATIF

Il y a lieu de rectifier comme suit la première ligne de l'en-tête de la publication, dans le Mémorial C n° 1476 du 19 juillet 2010, page 70816, de l'acte constitutif de la société DFW-Immo S.A.:

au lieu de: «DWF-Immo S.A., Société Anonyme.»,

lire: «DFW-Immo S.A., Société Anonyme.»

La même correction doit être apportée dans le sommaire du Mémorial C n° 1476, à la page 70801.

Référence de publication: 2010117764/12.

---

**Allianz Stiftungsfonds Balanced, Fonds Commun de Placement.**

Die Allianz Global Investors Luxembourg S.A. (die "Verwaltungsgesellschaft") gibt bekannt, dass mit Ablauf des 27. August 2010 (der "Stichtag") der folgende Fonds verschmolzen wurde:

untergehender Fonds

aufnehmender Fonds

Allianz Stiftungsfonds Balanced A (EUR)

cominvest TAARA - Stiftungsfonds P (EUR)

Aufgrund der Verschmelzung wurde der untergehende Fonds Allianz Stiftungsfonds Balanced aufgelöst.

Senningerberg, August 2010.

*Die Verwaltungsgesellschaft.*

Référence de publication: 2010118781/755/11.

---

**Allianz Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 71.182.

The Board of Directors of the Allianz Global Investors Fund decided to liquidate the Company's Sub-Fund Allianz RCM Enhanced Short Term US\$ with effect 31 May 2010, due to the fact that all shareholders redeemed their holdings.

Senningerberg, June 2010.

*The Board of Directors.*

Référence de publication: 2010118792/755/10.

---

**Camping Um Bierg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6310 Beaufort, 110, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 104.038.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010090906/9.

(100101673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

---

**ACBN Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 29.334.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2010090811/11.

(100101477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

---

**Eurolux Real Estate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 85.928.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010090968/9.

(100101604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

**Endicott S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 46.942.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010090976/9.

(100101648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

**Henderson European Retail Property Fund Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 112.143.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010091022/9.

(100101669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

**Henderson Property Management Company (Luxembourg) No. 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 96.114.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010091023/9.

(100101670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.

**Newton Green Air Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 132.946.

Veuillez prendre note du changement de l'adresse de l'associé:

Comox Holding Company Limited

Villa Aurora, 14-16 Princess Elizabeth Street,

Ta' Xbiex XBX1102, Malta

Immatriculée à Malte sous le numéro C45630

Luxembourg, le 9 juillet 2010.

*Pour Newton Green Air Investments II S.à r.l.*

United International Management S.A.

Référence de publication: 2010091107/16.

(100101556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juillet 2010.